

© Laurent Kaczor | Ville de Lausanne

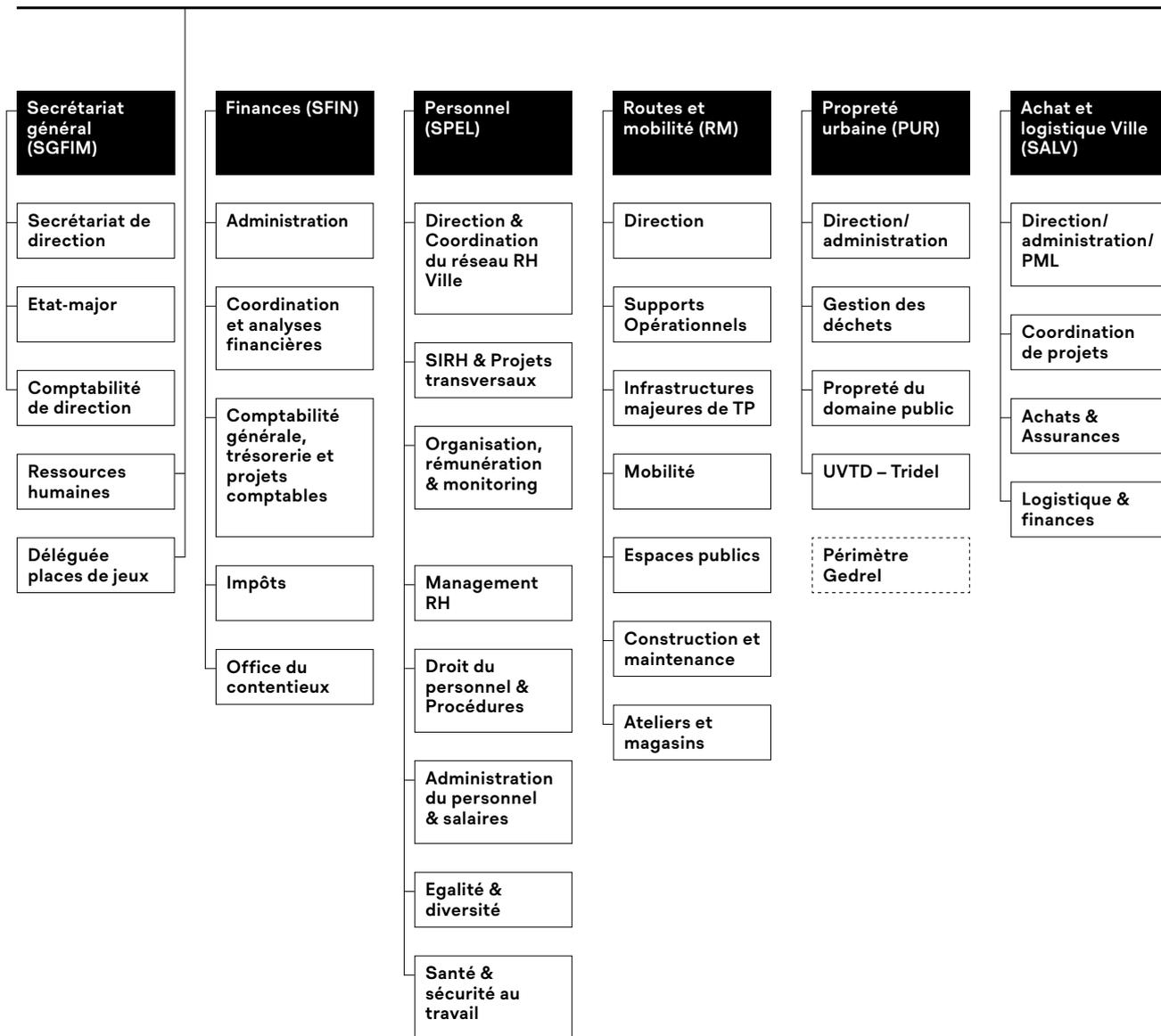


Direction des finances et de la mobilité



Direction des finances et de la mobilité (FIM)

Directrice



La politique d'assainissement du bruit routier a franchi une étape importante en 2021 avec la mise en œuvre du 30 km/h de nuit sur les principaux axes routiers de la Ville, qui a permis d'améliorer la qualité de vie des habitantes et habitants. La Municipalité a décidé de procéder à l'accélération de la modération et de l'apaisement de la ville avec la réalisation de nouvelles zones modérées et de plus de 4 km d'aménagements cyclables.

L'inauguration de la Place du 14-Juin en hommage à l'inscription du principe d'égalité dans la Constitution fédérale le 14 juin 1981, la publication de l'ouvrage 100 femmes qui ont fait Lausanne et l'organisation d'une table-ronde «Les villes ont-elles un genre?» ont contribué à l'amélioration de la visibilité des femmes dans l'espace public et dans la mémoire collective.

Soucieuse de soutenir l'insertion professionnelle des jeunes Lausannoises et Lausannois, dont la situation s'est aggravée suite à la crise sanitaire, la Municipalité a créé 27 places d'apprentissage supplémentaires et engagé 15 apprenties et apprentis à l'issue de leur formation.

La Municipalité a poursuivi sa politique de développement durable ambitieuse, avec la mise en place du premier pool de véhicules partagés au sein de l'administration communale et l'optimisation des activités logistiques et d'ateliers, avec le rattachement des Ateliers et Magasins de la Ville (AMV) au Service achat et logistique Ville (SALV). Elle a enfin intensifié et optimisé le nettoyage de la voirie tout en améliorant son bilan carbone avec l'acquisition de huit véhicules plus performants, dont une machine à laver les souillures au sol et de deux camions électriques pour la collecte des déchets ménagers.

Secrétariat général (SGFIM)

Principales missions du service

Direction et administration

- appui sur les enjeux stratégiques;
- préparation et suivi des affaires du Conseil communal et de la Municipalité au sein de la direction;
- contacts avec la presse, en appui des services de la direction;
- communication interne et externe de la direction;
- direction de projets stratégiques ou transversaux;
- coordination administrative transversale au sein de la direction;
- suivi des participations et des subventions;
- secrétariat de la directrice.

Places de jeux

- planification, conception et gestion des places de jeux;
- déléguée du Bureau de la prévention des accidents à la sécurité pour la Ville de Lausanne;
- conseil auprès des différents services de la Ville pour l'aménagement et la sécurité des places de jeux.

Comptabilité de direction

- établissement, pour la direction et en collaboration avec ses services, du budget de fonctionnement, du plan des investissements et du bouclage des comptes;
- responsabilité, entre autres, du contrôle budgétaire, du respect des règles administratives, de la passation des écritures, de l'enregistrement des factures et de la gestion administrative et comptable du personnel de la direction;
- gestion administrative et comptable de la subvention annuelle de CHF 80.- par habitante et habitant;
- tenue de la comptabilité des sociétés Gedrel S.A., Parking-Relais lausannois S.A. et Boisy TV S.A.

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaboratrices et collaborateurs, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits, accompagnement des services lors de réorganisation et gestion de la conduite du changement;
- responsabilité de la gestion des ressources humaines des services suivants: SGFIM, SFIN, SALV et SPEL.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Comptabilité FIM	6.00	6.00	6.00	6.00
Direction FIM	4.30	4.30	4.90	4.10
Places de jeux	0.80	0.80	0.80	0.80
Ressources humaines	2.80	2.80	3.60	2.80
Total service	13.90	13.90	15.30	13.70

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.40

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Comptabilité FIM	7	6.00	7	6.00
Direction FIM	6	4.30	6	4.10
Places de jeux	1	0.80	1	0.80
Ressources humaines	3	2.80	3	2.80
Total service	17	13.90	17	13.70

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Comptabilité FIM	1	1
Total service	1	1

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	1	1
Nombre de transfert(s)		
	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	1	1

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	1
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	1

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	-	-
Auxiliaires mensualisé·e·s	4	1.77
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	4	1.77

* information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2021**Etat-major**

Le Secrétariat général a veillé à la bonne coordination des dossiers transversaux au sein de la direction et apporté un appui stratégique général ainsi qu'un support particulier durant la crise. Il a poursuivi la mise en place du suivi des participations et des subventions de la Ville qui s'est notamment concrétisée par l'envoi de 188 lettres de mission aux représentantes et représentants de la Ville siégeant dans toutes les institutions dans lesquelles la Ville détient des participations. Il a été répondu, avec l'appui des différents services de la direction, à plus de 225 courriers/courriels (200 en 2021, 150 en 2020).

Le développement de la politique publique des places de jeux s'est poursuivie avec le réaménagement d'espaces de jeux, comme le parc Mon-Repos et la promenade Messidor, et la création de deux nouvelles places de jeux à l'esplanade de Montbenon et au parc de la Solitude. Une nouvelle place de jeux modulaire a été installée à la Place de la Sallaz et la place de jeux itinérante L'Akabane a été déployée à quatre reprises en différents endroits du territoire lausannois. La déléguée aux places de jeux a également planché sur les projets à venir (Cité Vieux-Bourg, Faverges, Parc de la Brouette, quartier ludique des Plaines-du-Loup, etc.) et suivi un mandat pour le développement de jeux sensoriels inclusifs dont la réalisation est prévue en 2022. Divers travaux de sécurisation et de maintenance ont été effectués et une formation continue a été organisée à l'attention d'une soixantaine de collaborateurs qui s'occupent des contrôles de sécurité. Un projet d'arborisation des places de jeux existantes a abouti à la plantation de 143 arbres durant l'hiver 21-22.

Subvention80

Le versement de la subvention80 pour l'année 2020 a démarré en mai 2021 pour atteindre un taux de versement de 93.9% en fin d'année. Le droit à la subvention80 pour la période 2019 s'est éteint au 31 décembre 2021, avec un taux de versement de 97.5% (97.4% pour 2018, 97.3% pour 2017).

Service des finances (SFIN)

Principales missions du service

Administration

— secrétariat de la Commission permanente des finances.

Coordination et analyses financières

- gestion des processus de réalisation du budget et du plan des investissements;
- préparation des préavis relatifs au budget et aux comptes;
- suivis budgétaire, de la trésorerie et des investissements à l'intention de la Municipalité;
- collaboration à la notation financière de la Ville;
- analyses techniques et financières diverses.

Comptabilité générale

- gestion du processus et bouclage des comptes;
- gestion du plan comptable, du logiciel informatique, supervision de la comptabilité de la Ville ainsi que de quelques fonds et fondations;
- gestion de la trésorerie et de la dette;
- gestion du suivi financier des cautionnements, des subventions et des participations;
- soutien à l'implémentation du système de contrôle interne.

Impôts

- tenue à jour des rôles spéciaux d'impôts des contribuables lausannoises et lausannois et relations avec l'Administration cantonale des impôts et l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois;
- suivi des dossiers de répartitions intercommunales d'impôts et contrôle des domiciles secondaires;
- organisation et gestion du bureau d'information fiscale en collaboration avec l'Office d'impôt.

Contentieux

- recouvrement des créances de la Ville et de la Caisse de pensions du personnel communal, à l'exception des montants dus aux Services industriels et à l'Office d'impôt;
- gestion de la caisse communale.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Contentieux	15.60	13.60	16.10	14.60
Coordinat. & analyses financ.	3.95	3.95	3.95	3.95
Cpta Gén. trésorerie projets	13.00	13.00	14.00	13.00
Direction – SFIN	2.50	1.75	2.50	1.90
Impôts	3.00	3.00	3.00	3.00
Total service	38.05	35.30	39.55	36.45

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	1.50

Personnel fixe (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Contentieux	15	13.60	16	14.60
Coordinat. & analyses financ.	4	3.95	4	3.95
Cpta Gén. trésorerie projets	15	13.00	15	13.00
Direction – SFIN	2	1.75	2	1.90
Impôts	3	3.00	3	3.00
Total service	39	35.30	40	36.45

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
	–	–
Total service	0	0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	3	4
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	–	–
Total service	3	4

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti.e-s ni aspirant.e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	–
Convention de départ	–
Décès	–
Démission	2
Départ à la retraite	1
Fin de contrat	–
Licenciement juste motif ordinaire	–
Licenciement suppression poste	–
Licenciement fin droit trait. 2 mois	–
Licenciement fin droit trait. 24 mois	–
Licenciement juste motif immédiat	–
Licenciement invalidité totale	–
Total service	3

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	3	0.29
Auxiliaires mensualisé·e·s	9	1.85
Auxiliaires payé·e·s au forfait	-	*
Total service	12	2.14

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Dans la continuité de l'année 2020, et compte tenu des effets liés à la pandémie toujours présents, le service a assuré le paiement des factures aux différents fournisseurs dans les meilleurs délais, tout en accélérant et simplifiant leur traitement.

Le service poursuit et coordonne la mise en œuvre du projet visant à remplacer le système comptable actuel GEFI par un ERP financier d'ici la fin de la législature et poursuit activement ses travaux afin de cartographier, uniformiser et simplifier les processus comptables et financiers au sein de la Ville. L'année 2021 a été marquée par la finalisation des différents ateliers de conception du projet ainsi que par la mise en place d'une démarche de conduite du changement au sein de la fonction financière. Pour rappel, le préavis N° 2019/22 y relatif « Implémentation d'un nouveau système d'information financier au sein de la Ville (SIF) » a été validé en juin 2019 par le Conseil communal. Le premier budget sera réalisé dans le nouvel ERP à partir de mars 2022 et les premiers comptes d'exploitation seront réalisés par l'intermédiaire du nouvel outil dès 2023.

Principales activités 2021**Direction****Dettes communales**

En 2021, 31 opérations d'emprunts à court terme (moins d'une année) ont été conclues. Un emprunt à long terme a été effectué pour CHF 100 millions et CHF 100 millions ont été remboursés.

Information fiscale (BIF)

En raison de la pandémie de Covid-19, le bureau d'information fiscale n'a pas été ouvert au public. Néanmoins, les contribuables de condition modeste ont eu la possibilité de déposer ou envoyer leurs documents pour recevoir de l'aide. En collaboration avec l'Office d'impôt des districts de Lausanne et Ouest lausannois, le Bureau d'information fiscale a ainsi rempli entre mi-février et mi-mars 2021 un total de 3'123 déclarations d'impôt (soit 70% en comparaison des années précédentes). Ce service gratuit reste très apprécié tant des contribuables lausannoises et lausannois que du Canton qui a bénéficié de dossiers pré-taxés.

Impôt sur les chiens

Au 31 décembre 2021, 4'473 chiens étaient inscrits au rôle. L'émolument communal frappant l'inscription de tout nouveau chien a permis la facturation de 949 bordereaux, générant CHF 21'320.- de recettes.

Frontalières et frontaliers

Les éléments traités en 2021 correspondent aux salaires 2020:

	2019	2020
nombre frontalières et frontaliers	7'307	7'360
employeurs	1'182	1'307
impôts (en CHF)	13'812'872	13'203'708

Résidences secondaires

En 2021, 445 procédures (questionnaires) ont été engagées. 103 nouvelles domiciliations fiscales ont été forcées pour la période fiscale 2020 et 105 dossiers sont encore en examen auprès de l'Administration cantonale des impôts. A titre d'exemple, les domiciliations fiscales forcées ayant une décision de taxation pour la période fiscale 2019 (92% des dossiers ont été facturés jusqu'à fin 2021) ont généré une recette de CHF 662'725,15.

Le tableau suivant renseigne sur les taxations établies et l'impôt communal facturé, sur la base des cas dont le rôle a été forcé:

Périodes fiscales forcées	Périodes fiscales taxées (en CHF)				
	2016	2017	2018	2019	2020
2016	795'147.-	705'125.-	641'389.-	547'156.-	331'398.-
2017		630'916.-	568'686.-	462'516.-	356'713.-
2018			683'943.-	610'707.-	380'935.-
2019				662'725.-	419'842.-
2020					228'673.-

* selon l'année, un certain nombre de dossiers sont encore à taxer par l'Office d'impôt

Contentieux

Le nombre d'affaires en cours s'élevait à 46'631 à fin 2021, représentant un montant d'un peu plus de CHF 15.6 millions. Le nombre d'affaires est globalement stable par rapport à 2020.

La cellule chargée du recouvrement des actes de défaut de biens a encaissé la somme de CHF 288'786.35 dans le cadre de la récupération des actes de défaut de biens anciens. Le montant total recouvré entre le printemps 2014 et la fin de l'année 2021 s'élève à CHF 3'752'938.95. L'ensemble des opérations liées aux actes de défaut de biens représente 24'392 affaires à fin 2021, pour un montant de CHF 17.9 millions. Ces affaires s'ajoutent à celles qui figurent ci-dessus.

Service du personnel (SPEL)

Principales missions du service

Direction

- pilotage centralisé des processus de gestion des ressources humaines au sein de toute l'administration;
- coordination du réseau RH Ville, décentralisé dans les services communaux (env. 100 personnes);
- coordination et participation aux rencontres régulières entre la délégation municipale aux affaires du personnel (DMAP) et les partenaires sociaux;
- gestion du service et conduite du personnel;
- gestion du contentieux relatif au nouveau système de rémunération.

Système d'information des ressources humaines (SIRH) et Projets transversaux

- lancement et supervision des projets stratégiques et transversaux du service;
- conduite de projets en lien avec le SIRH et l'amélioration des processus;
- maintenance du SIRH et mise à jour des systèmes et applications utilisés afin de répondre aux contraintes réglementaires;
- développement de nouveaux outils dans le SIRH afin de faciliter la gestion des RH.

Organisation, rémunération & monitoring (ORM)

- pilotage du système de rémunération du personnel communal et des mécanismes salariaux;
- expertises et contrôles des notes à la Municipalité relatives à des mesures particulières ou exceptionnelles de rémunération individuelle;
- expertises et audits dans le domaine de la réorganisation des services de l'administration;
- développement et gestion du monitoring RH de la Ville;
- analyses statistiques et gouvernance des données RH.

Management RH (MRH)

- gestion globale du développement RH (formation) et de l'apprentissage (+ de 200 apprenties et apprentis de la Ville);
- développement du marketing du personnel;
- pilotage des processus de recrutement.

Droit du personnel et procédure (DPP)

- répondant des services de la Ville pour les questions juridiques relevant du personnel;
- expertise et appui dans le déroulement de procédures relatives à la gestion du personnel;

- gestion des dossiers litigieux;
- responsable de la cohésion et de la mise à jour du cadre règlementaire.

Administration du personnel & salaires (APS)

- gestion administrative du personnel (de l'embauche à la fin d'emploi);
- gestion des processus paie et contrôles des salaires, des assurances sociales et de l'imposition;
- gestion déléguée des allocations familiales;
- appui aux services sur les questions de la gestion du temps de travail.

Egalité & diversité (EGADIV)

- développement et promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de la diversité dans l'administration;
- conciliation vie privée – vie professionnelle;
- participation à la gestion des garderies communales offrant des places au personnel de la Ville.

Santé & sécurité au travail (DSST)

- collaboration avec Unisanté pour les prestations de médecine du travail (visite d'embauche, examen d'aptitude à la conduite professionnelle, examens périodiques et travail de nuit, suivi vaccinal en lien avec risques professionnels, protection maternité, ergonomie, campagnes de prévention, etc.);
- expertise et appui dans la gestion des absences de courte et longue durée;
- coordination et conseil en matière de sécurité au travail (veille légale et soutien);
- consultation sociale d'entreprise.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Admin. du personnel et salaire	10.10	8.50	16.50	14.70
Cellule contentieux syst. rém.	5.00	5.10	5.40	5.50
Direction SPEL	2.80	2.90	2.00	2.00
Droit du personnel & procédure	5.50	5.40	5.30	5.20
Egalité et diversité	–	–	2.40	2.40
Etat-major	3.60	2.90	3.70	3.80
Management RH	12.55	11.45	8.00	7.90
Organisation, rém & monitoring	13.70	12.80	7.70	6.10
Santé et sécurité au travail	11.05	7.40	10.15	10.05
Total service	64.30	56.45	61.15	57.65

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-3.15

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Admin. du personnel et salaire	9	8.50	16	14.70
Cellule contentieux syst. rém.	6	5.10	6	5.50
Direction SPEL	3	2.90	2	2.00
Droit du personnel & procédure	6	5.40	6	5.20
Egalité et diversité	–	–	3	2.40
Etat-major	3	2.90	4	3.80
Management RH	13	11.45	9	7.90
Organisation, rém & monitoring	15	12.80	7	6.10
Santé et sécurité au travail	9	7.40	12	10.05
Total service	64	56.45	65	57.65

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2020	31 décembre 2021
Unité administrative	nb	nb
Centre de formation	27	28
Total service	27	28

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de mouvement(s)	9	11
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	10	11

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	2
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	3
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	3
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	9

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	7	0.63
Auxiliaires mensualisé·e·s	12	5.42
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*
Total service	21	6.05

* information indéterminée car à la tâche

Administration du personnel de la ville**Tableau des effectifs/postes**

Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31.12.2021

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (D-C)
	A	B	C	D	E
Culture et développement urbain	296	235.48	251.42	15.94	6.3%
Secrétariat municipal	85	73.20	79.55	6.35	
Secrétariat général	29	25.30	25.80	0.50	
Service de la culture	55	39.75	42.25	2.50	
Service bibliothèques et archives de la Ville	73	50.63	52.02	1.39	
Service de l'urbanisme	45	38.60	43.30	4.70	
Contrôle des finances de la Ville de Lausanne	9	8.00	8.50	0.50	

	nb pers. physiques*	total ept occupés*	total ept alloués**	écart en ept (B-C)	écart en % (D-C)
	A	B	C	D	E
Sécurité et économie	1284	1197.93	1252.12	54.19	4.3%
Secrétariat général	38	27.95	29.80	1.85	
Corps de police	687	649.10	682.10	33.00	
Service de protection et de sauvetage	237	220.78	227.17	6.39	
Service du contrôle des habitants	45	39.70	39.70	0.00	
Service de l'économie	61	53.80	55.65	1.85	
Service de l'eau	216	206.60	217.70	11.10	
Sports et cohésion sociale	663	561.41	653.26	91.85	14.1%
Secrétariat général	22	17.30	19.60	2.30	
Service des sports	93	85.06	87.86	2.80	
Service social de Lausanne	293	236.75	271.95	35.20	
Service du travail	174	156.00	201.95	45.95	
Service des assurances sociales	81	66.30	71.90	5.60	
Logement, environnement et architecture	636	541.05	566.79	25.74	4.5%
Secrétariat général	26	21.60	24.40	2.80	
Service du cadastre	36	33.50	33.10	-0.40	
Service du logement et des gérances	162	96.60	102.84	6.24	
Service d'architecture	30	26.50	27.00	0.50	
Service des parcs et domaines	294	280.60	292.20	11.60	
Service d'organisation et informatique	88	82.25	87.25	5.00	
Enfance, jeunesse et quartiers	1469	877.85	915.20	37.35	4.1%
Secrétariat général	124	80.89	84.65	3.76	
Service d'accueil de jour de l'enfance	435	315.48	337.67	22.19	
Service des écoles primaires et secondaires	772	387.62	396.55	8.93	
Service de santé et prévention	65	44.26	46.63	2.37	
Service de psychologie scolaire	73	49.60	49.70	0.10	
Finances et mobilité	698	660.23	691.73	31.50	4.6%
Secrétariat général	17	13.70	15.30	1.60	
Service des finances	40	36.45	39.55	3.10	
Service du personnel	65	57.65	61.15	3.50	
Service achat et logistique Ville	42	38.73	40.53	1.80	
Service des routes et de la mobilité	189	179.50	198.00	18.50	
Service de la propreté urbaine	345	334.20	337.20	3.00	
Direction des services industriels	531	497.29	567.66	70.37	12.4%
Secrétariat général	24	22.40	29.10	6.70	
Services partagés	66	53.49	57.23	3.74	
Service commercial	97	88.55	97.35	8.80	
Service patrimoine	97	91.75	109.78	18.03	
Service production	93	90.75	96.25	5.50	
Service réseaux	154	150.35	177.95	27.60	
Total Ville au 31.12.2021	5'577	4'571.24	4'898.18	326.94	6.7%
Total ville au 31.12.2020	5'494	4'544.17	4'846.22	302.05	6.2%
Variation	83	27.07	51.96	24.89	
Répartitions Femmes/Hommes	Femmes	Hommes	Total	Plein temps	Temps partiel
Effectifs au 31.12.2020	2'667	2'910	5'577	2'993	2'585
Effectifs au 31.12.2019	2'576	2'918	5'494	3'042	2'452
Variation	91	-8	83	-49	133
En % au 31.12.2020	47.8%	52.2%		53.7%	46.4%
En % au 31.12.2019	46.9%	53.1%		55.4%	44.6%

* inclus le personnel en congé non payé

** ces chiffres sont basés sur les données enregistrées dans PeopleSoft par les services selon leur plan des postes en 2021

En application de l'art. 35 du RPAC, la Municipalité publie dans son rapport de gestion le classement des fonctions et les modifications qu'elle y apporte. Pour cet exercice aucune modification n'a été opérée.

Evènements marquants

L'année 2021 a permis de finaliser la réflexion sur l'organisation du service et de mettre en place les compétences nécessaires à sa mise en œuvre. Avec l'intégration du domaine Santé & sécurité au travail et la création d'un domaine Egalité & diversité, le service comprend désormais 6 domaines, pour lesquels l'état-major – avec le Système d'information des ressources, les projets stratégiques et transversaux et la coordination du Réseau RH – vient en support. Cette réorganisation a permis de regrouper les thématiques de manière plus équilibrée, logique et lisible et de créer des synergies, l'occasion de mettre en valeur des compétences internes et de recruter des ressources de spécialistes.

L'appui au personnel, aux cadres et aux RH pour gérer les différentes directives sanitaires et le travail à distance durant cette période de pandémie est resté une préoccupation majeure de 2021.

Direction

Coordination du Réseau RH Ville

Malgré l'impossibilité de se réunir en présentiel, 4 sessions «allégées» de formation RH de base ont été organisées. La session de novembre a pu avoir lieu en présentiel et être complétée par de nouveaux thèmes sur 6 jours.

Le Comité consultatif RH Ville se réunit tous les deux mois pour aborder les sujets stratégiques et une séance Skype bimensuelle a été mise en place pour assurer la coordination des dossiers opérationnels avec les 7 responsables RH de direction.

Cellule de gestion du contentieux relatif à l'introduction du nouveau système de rémunération (CCSR)

Au 1^{er} décembre 2021, sur les 1'177 dossiers transmis par la Commission de recours individuel (CRI) à la CCSR, 1'134 avaient été traités et 43 étaient en cours d'examen.

Décisions de classification/avenants confirmés par la CRI	920
– dont recours rejetés	913
– dont recours déclarés irrecevables	7
Décisions de classification/avenants modifiés	103
– dont recours admis par la CRI	28
– dont conventions conclues dans le cadre de recours	75
Dossiers en cours de traitement	154
– dossiers traités par la CCSR	43
– dossiers en attente d'une décision de la CRI	111
Total	1177
<hr/>	
Nb de dossiers archivés par la CRI	1015
Nb de dossiers pendants auprès du Tribunal cantonal	3

Système d'information des ressources humaines (SIRH) et projets stratégiques et transversaux

SIRH

L'unité a participé à de nombreuses évolutions en vue d'améliorer le système applicatif de gestion RH, comme la mise à disposition de l'outil Jobup pour toutes les catégories de candidates et candidats, y compris les apprenties et apprentis, ou encore la collaboration avec le Centre d'éducation permanente pour l'évolution de son système d'information.

Un important travail d'évaluation et de clarification a été mené sur l'application de dématérialisation des dossiers du personnel, afin de permettre la reprise de la numérisation des dossiers dès janvier 2022.

Le projet marquant aura sans nul doute été la transition de l'ERP PeopleSoft dans sa nouvelle version Fluid, mise en service le 1^{er} novembre 2021, une étape incontournable vers la dématérialisation des formules (Projet E-Processus). Cette évolution a nécessité la refonte globale de l'ensemble des rôles de connexion dans PeopleSoft, et permis de rationaliser les rôles et d'améliorer la sécurité des accès, par la création de rôles génériques, facilitant ainsi l'attribution et le retrait des accès en cas de mutation.

Projets stratégiques et transversaux

L'activité s'est concentrée sur la poursuite des projets d'amélioration, qui ont notamment permis de mettre en évidence les processus à améliorer et d'y apporter des solutions de remédiation. La mise en place de

l'application AGIR a généré une charge conséquente compte tenu de son activité spécifique de validation des Notes à la Municipalité traitant des affaires du personnel.

Organisation, rémunération & monitoring

Organisation et rémunération

L'unité a finalisé la mise en œuvre des nouvelles conditions de rémunération des personnes sous contrat auxiliaire.

Elle a procédé à plus de 200 positionnements de postes. Le contrôle et la validation des fixations de salaires initiaux (FSI) ont également occupé une partie importante de l'activité de l'unité, notamment en début d'année en raison de la pérennisation d'un grand nombre d'auxiliaires.

L'unité a poursuivi sa collaboration avec la Cellule du contentieux du nouveau système de rémunération (CCSR) dans le cadre des déterminations techniques de l'employeur et procédé à l'analyse technique de trois nouveaux dossiers relatifs aux demandes collectives déposées auprès de la Commission d'évaluation et de correction des fonctions (CECF), actuellement en cours de traitement auprès de cette dernière.

Monitoring et gouvernance des données (MGD)

Cette unité transversale, créée en 2021 suite à la réalisation du projet de réorganisation «Perspective 21», travaille avec tous les domaines du Service du personnel ainsi qu'avec d'autres services de la Ville, voire même des organismes externes, comme l'Office fédéral de la statistique. Elle a pour mission de mettre à disposition ses compétences spécialisées dans l'analyse de données, les enquêtes en relation avec les RH, la rédaction des rapports statistiques, l'expertise sur la qualité des données et les outils d'analyse RH et indicateurs RH fiables.

L'unité a aussi pris en charge le développement et la mise à jour du cockpit RH en intégrant notamment le calcul des absences liées au Covid-19. Enfin, elle a contribué à la mise en place du nouveau système de traitements de fin d'année pour le personnel auxiliaire.

Management RH

Recrutement et marketing du personnel

L'unité a assuré la publication de 494 offres d'emploi en format digital (portail emploi Ville de Lausanne et plateforme jobup.ch) et de 93 postes dans la presse. L'utilisation de l'outil de gestion de candidature de jobup a permis de traiter efficacement plus de 32'000 dossiers de candidature, allégeant d'autant le suivi administratif du réseau RH.

Le processus de recrutement pour les places d'apprentissage a été intégré à l'outil jobup, permettant un suivi plus étroit du recrutement des apprenties et apprentis (mailing groupé, statistiques). Les offres de places d'apprentissage sont désormais également publiées sur www.jobup.ch avec un visuel représentatif de la capitale vaudoise.

Le «profil Entreprise Premium» a été lancé sur le job board www.jobup.ch au 1^{er} octobre. Ce profil dynamique augmente la visibilité de la Ville auprès des candidates et candidats potentiels. Le nombre de vues se monte à près de 45'000 (décembre 2020-novembre 2021) et le nombre mensuel a été multiplié par 4 depuis le lancement, augmentant d'autant la visibilité de l'employeur Ville de Lausanne.

Développement du personnel

Le Centre d'éducation permanente pour la formation continue du personnel (CEP) a enregistré 439 inscriptions aux cours catalogues pour un total de 758 journées individuelles de formation et 601 inscriptions aux programmes spéciaux, représentant 436 jours de formation (cours réservés uniquement au personnel de la Ville et pris en charge par les services et/ou le budget alloué aux services par le SPEL, ceux-ci étant obligatoires). On relève la participation de 74 personnes aux formations dites «sur mesure» (FSM), dans le cadre de 5 mandats.

Malgré une légère amélioration de la fréquentation des cours en présentiel, les conséquences de la crise sanitaire ont obligé le CEP à poursuivre la mise en place de solutions alternatives (formation à distance et/ou hybride). Au total, 93 employés et employées ont participé à 6 nouveaux Webinaires (séminaires à distance de courte durée).

Apprentissage

Afin de soutenir les jeunes Lausannoises et Lausannois dans leur transition vers le monde professionnel, péjorée par la crise sanitaire et économique, 27 places d'apprentissage supplémentaires ont été créées sur un total de 68 apprenties et apprentis de 1^{re} année pour la rentrée 2021. 15 apprenties et apprentis sortants, sur

51 promus, ont été engagés avec un contrat d'auxiliaire à l'issue de leur formation. A la rentrée scolaire 2021, la Ville comptait 218 apprenties et apprentis, formés dans une trentaine de professions permettant d'obtenir un certificat fédéral de capacité (CFC) ou une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP).

Le centre de formation des apprenties et apprentis du SPEL (CFO) compte désormais 24 apprenties et apprentis employés de commerce et 4 médiaticiennes et médiaticiens. Les 7 apprenties et apprentis du CFO ont terminé avec succès leur formation et ont été engagés en qualité d'auxiliaires dans différents services de la Ville après l'obtention de leur CFC pour faciliter leur transition dans le monde professionnel.

Droit du personnel et procédure

Au 23 novembre 2021, le domaine a traité 131 fins de rapports de travail litigieux, dont 113 qui ont abouti à un licenciement/résiliation de contrat ou à une convention de départ, 18 dossiers clôturés sans suite et 28 en cours. Il a également traité 41 procédures de mises en demeure, dont 28 dossiers finalisés, 3 dossiers qui n'ont pas abouti et 13 dossiers en cours. La commission paritaire a été saisie à 4 reprises. Les juristes ont également traités 40 cas de transfert, dont 36 réglés par voie de convention et 4 par voie de décision ou formule administratives. Il a été procédé à la révision, précision ou abrogation de 26 instructions administratives et répondu à plus de 1'392 sollicitations juridiques (questions relatives notamment au droit du travail, droit de la fonction publique, droit administratif, protection des données, interprétation du règlement pour le personnel de l'administration communale et de ses dispositions d'application). Il a également effectué 11 avis de droit étayés.

Le domaine a traité 15 recours et contestations contre les décisions de licenciement auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal et du Tribunal des Prud'hommes, dont 6 clôturés et 9 en cours.

La crise sanitaire a continué à occuper les juristes durant une partie importante de l'année 2021 afin de traiter les aspects juridiques importants liés à la crise et de mettre régulièrement à jour la Foire aux questions (FAQ), accessible à tout le personnel communal.

Administration du personnel & salaires

Le domaine APS a été créé au 1^{er} septembre 2021 afin de regrouper les unités Administration RH, Salaires & assurances ainsi que la Gestion des temps. Une nouvelle cheffe de domaine est entrée en fonction en août 2021.

Administration RH

La part de l'activité consacrée à la gestion des postes et aux engagements en contrat fixe est en hausse. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation du nombre de fins d'emploi et la régularisation des contrats temporaires dans le domaine de l'accueil parascolaire. Les autres activités en lien avec la gestion des personnes en contrat fixe suivent une évolution similaire alors que le volume des engagements de personnel en contrat auxiliaire reste stable.

Type de contrat	Fixe		Auxiliaire	
	2020	2021	2020	2021
Engagements	569	648	1200	1266
Fins d'emploi	527	550	-	-
Changement de taux	478	492	127	118
Changement rémunération (hors 1 ^{er} janvier)	426	529	235	287
Transferts	249	355	-	-

Des variations saisonnières du volume de travail sont observées, avec un pic en janvier, en août, septembre et octobre. Une évolution fonctionnelle du logiciel sera menée en 2022 afin d'anticiper les saisies d'une année à l'autre et faciliter le flux de début d'année.

Salaires & assurances

Les contrôles et versements des salaires du personnel de la Ville ont été maintenus dans le respect de la planification; 8'475 certificats de salaires ont été édités et transmis par courrier postal en janvier.

La mise en œuvre d'une nouvelle réglementation en matière d'imposition à la source, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021, a nécessité de nombreux travaux d'analyse et de tests ainsi que des développements correctifs réalisés par l'éditeur du SIRH. La section a également participé au projet de déploiement de la version Fluid du SIRH en effectuant de nombreux tests de non-régression des calculs de paie.

La caisse déléguée d'allocations familiales a versé un total d'allocations de CHF 12'408'530.- à 1'744 bénéficiaires.

Gestion des temps

L'année 2021 a vu la mise en place d'une unité dédiée à la gestion des temps de travail. Une nouvelle cheffe d'unité est entrée en fonction au 1^{er} septembre 2021.

Une étude a été réalisée afin de mettre en place l'Aménagement du temps de travail (ATT) au sein de 4 services de la direction EJQ, pour un total de 2600 collaboratrices et collaborateurs fixes et auxiliaires. À ce jour, le service de psychologie scolaire a pu être pleinement intégré dans l'outil officiel de gestion des temps, en ligne, accompagné de la réglementation en vigueur et les 3 autres services concernés seront intégrés d'ici 2023. Il convient notamment de collaborer à la rédaction d'un guide ATT et à la mise à disposition d'outils d'enregistrement de temps de travail adaptés aux particularités des fonctions exercées au sein de ces services.

Une nouvelle version du logiciel de saisie des temps a été déployée en version «web» pour 37 services.

L'unité a également contribué à la mise en œuvre d'un logiciel de planification pour le Service de protection et sauvetage, qui sera interfacé au SIRH de la Ville dans le courant de l'année 2022.

Egalité & diversité

Egalité et diversité au sein de l'administration

Une nouvelle brochure intitulée «Harmoniser vie privée et vie professionnelle» a été distribuée à l'ensemble du personnel afin de faire connaître les possibilités offertes par la Ville employeur dans ce domaine et les pages internet et intranet «Travail et vie privée» ont été entièrement revues.

Le projet de lutte contre le harcèlement au travail est entré dans sa phase concrète: environ une centaine de cadres de deux services-pilotes ont participé à une journée de sensibilisation à leur rôle et responsabilités en la matière.

Le télétravail fait également l'objet d'un projet transversal prioritaire. La Municipalité a exprimé la volonté de généraliser le télétravail hors période de pandémie, lorsque le poste s'y prête. L'ensemble des cheffes et chefs de service et des responsables RH de direction (RRHD) est impliqué dans un projet d'accompagnement au changement et de consultation en vue d'une nouvelle réglementation en la matière.

Pour la deuxième année consécutive, la Ville a participé au Diversity Benchmark des administrations publiques de l'Université de St-Gall. Le SPEL a également poursuivi l'organisation d'ateliers sur la rédaction inclusive, destinés au personnel (5 ateliers avec un formateur externe et 2 ateliers de suivi d'expériences) ainsi que deux matinées destinées aux équipes en charge de la communication (rédaction, choix des images et organisation d'événements).

La «Journée Osez tous les métiers» (JOM), organisée dans la plupart des services a permis à quelque 300 enfants d'accompagner des collaboratrices et collaborateurs et de participer aux ateliers organisés pour leur faire découvrir les métiers de la Ville tout en déconstruisant les idées reçues sur les secteurs traditionnellement féminins ou masculins: menuiserie, couture, signalisation, métiers de chantier ou de la culture, ressources humaines, gestion des déchets, programmation ou encore abattage d'arbres.

Egalité dans les politiques publiques

La SPEL a concrétisé la stratégie municipale de visibilisation des femmes dans l'espace public et dans la mémoire collective, avec:

- l'inauguration de la Place du 14-Juin en début d'année, en hommage à l'inscription, le 14 juin 1981, du principe d'égalité dans la Constitution fédérale;
- la publication de l'ouvrage *100 femmes qui ont fait Lausanne* qui présente cent personnalités qui ont contribué, le plus souvent dans l'ombre, à la construction de Lausanne telle qu'elle est aujourd'hui; véritable succès en librairie, l'ouvrage a également été distribué dans les écoles lausannoises et à d'autres partenaires exerçant notamment dans le domaine de l'égalité, de l'éducation ou de la jeunesse;
- l'organisation d'une table-ronde «Les villes ont-elles un genre?», qui a réuni une centaine de personnes en septembre, permettant d'échanger sur les expériences et usages de la Ville, et de réfléchir ensemble à des solutions concrètes pour imaginer des villes pour toutes et tous, ainsi que de trois ateliers de programmation destinés aux femmes ou aux filles dans le cadre des Digital Days qui ont connu un grand succès.

Santé & sécurité au travail

L'organisation et les activités du DSST ont été marquées par les événements suivants:

- la mise en œuvre du dispositif de médecine du travail géré par Unisanté, depuis le 1^{er} janvier;
- la réorganisation du SPEL, avec la réattribution au DSST des processus et projets, notamment le dispositif *Bien-être et santé au travail* (BEST), la procédure du médecin-conseil et les activités liées à la consultation sociale;
- la gestion de la pandémie;
- la définition des orientations en matière de politique de santé et sécurité au travail et leur présentation officielle à toutes les directions.

Case management & médecine du travail

Médecine du travail

La gouvernance du dispositif a été mise en place afin de définir les modalités de collaboration entre la Ville et Unisanté et d'assurer le suivi et la qualité des prestations. La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière 2021 a été réalisée dans les locaux de la Ville de Lausanne par notre partenaire Unisanté. La prestation de l'ergonomie a également été réalisée par l'ergonome d'Unisanté, en collaboration avec le DSST et les services concernés, soit 54 annonces. 1326 déclarations d'accident ont été vérifiées et transmises aux assureurs AXA et SUVA cette année.

Réinsertion professionnelle

En 2021, 499 situations individuelles d'absence de longue durée ont été annoncées, soit en moyenne 41 situations par mois. Au 31 décembre 2021, 274 situations individuelles, annoncées entre 2018 et 2021, font encore l'objet d'un suivi par les conseillères et conseillers DSST et les gestionnaires de dossiers.

Collaboration avec l'assurance invalidité

En 2021, 35 situations individuelles ont fait l'objet d'un dépôt d'une demande auprès de l'Office de l'Assurance Invalidité (OAI) du Canton de Vaud; de nombreuses mesures professionnelles, favorisant le maintien et le retour en emploi, financés par cet assureur ont été mises en place.

Le déploiement du dispositif BEST s'est achevé à fin 2020 pour l'ensemble des services. Les formations BEST ont été poursuivies pour les nouveaux cadres des services nommés en 2021, et sont réparties de la façon suivante:

Type de formation	Nombre de sessions de formations	Nombre de participant-e-s
Cours de base (1 jour)	5, dont 2 online (mesures Covid-19)	70
Retour d'expérience (1/2 jour)	2	16

Les indicateurs permettant d'observer l'évolution mensuelle des absences des services ont permis d'identifier 507 cas d'absence de courte durée répétée, occasionnant des entretiens BEST dans l'ensemble des services.

Sécurité au travail

Avec la crise sanitaire, les activités et la coopération avec le réseau des répondants sécurité (RS) se sont focalisées sur les mesures visant à endiguer la pandémie en entraînant par effets dominos le report ou l'annulation de certaines activités.

Chiffres clés

Portfolios des dangers disponibles pour les services	35
Portfolio des dangers en cours	4
Analyses des chaînes de secours effectuées par service	34
Analyses des chaînes de secours en cours	5
Analyses de dangers pour maternité/allaitement par UNISANTE	65
Formations internes (193 participantes et participants)	16
Commissions de sécurité: 3 commissions x 4 séances	0+
Interventions auprès des services	219*

+ Toutes les commissions de sécurité ont été annulées en raison de la crise sanitaire.

* Ce chiffre comprend les conseils, les évaluations, les accompagnements et les rapports de mise en conformité pour les principaux thèmes suivants: visites de sécurité, analyses de risques spécifiques, analyse d'incidents, analyse des besoins en premiers secours, substances chimiques, travaux en hauteur ou en espaces confinés, portfolio des dangers, prévention incendie et contre les explosions (ATEX), concept d'évacuation, formations internes.

Consultation sociale d'entreprise et fonds de secours

210 personnes ont été suivies, contre 159 en 2020, dont 79 demandes initiées par des membres du personnel sollicitant un entretien pour la première fois, qui ont abouti à l'ouverture de nouveaux dossiers (2020:52). S'y ajoutent les entretiens téléphoniques qui n'ont pas induit d'ouverture de dossier.

Le Fonds de secours en faveur du personnel communal est intervenu en faveur de 18 employées et employés (2020:11) qui ont bénéficié chacun de paiements de frais de soins. 18 nouvelles demandes, pour un montant total de CHF 66'309.35 (2020:9 pour un montant de CHF 26'882.35), ont été soumises et acceptées par le Comité du Fonds. Les paiements effectués, soit CHF 43'746.55 (2020:CHF 32'914.10) portent sur des demandes datant de cette année, voire d'années précédentes alors que certaines nouvelles demandes n'ont pas encore donné lieu à des paiements.

Service des routes et de la mobilité (RM)

Principales missions du service

Direction

- pilotage du service;
- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement des collaboratrices et collaborateurs, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits;
- gestion du système qualité;
- pilotage des investissements et des recettes liées aux projets;
- gestion du budget annuel de fonctionnement;
- gestion de la communication;
- supports opérationnels;
- gestion du secrétariat et rédaction des courriers ainsi que des documents en relation avec les autorités politiques;
- gestion de la publicité visible depuis le domaine public (hormis celle liée aux commerces) et de la signalétique urbaine;
- gestion et maintenance des technologies de l'information métiers du service: conception et gestion du système d'information sur le territoire en répondant aux objectifs du service en matière d'indicateurs;
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail.

Mobilité

- planification de la mobilité urbaine;
- production de la brochure Observatoire de la mobilité lausannoise;
- définition et mise en application de la politique du stationnement sur le domaine public; gestion du trafic par le biais de la programmation de la signalisation lumineuse;
- coordination des chantiers communaux et interventions sur le domaine public visant à appliquer une stratégie garantissant l'accessibilité en ville, à minimiser les impacts pour les usagers et usagers et les riveraines et riverains et maîtriser l'enveloppe financière globale interservices;
- gestion et maintenance de l'ensemble des infrastructures de la régulation lumineuse, des caméras de télé-circulation, des horodateurs, des bornes escamotables et des compteurs de trafic permanents, suivi et développement de ces équipements ainsi que de leurs centrales de surveillance;
- accompagnement de projets majeurs menés par des partenaires (Canton de Vaud, CFF, etc.) sur le territoire communal.

Espaces publics

- conception des aménagements urbains en répondant aux objectifs de qualité de l'espace public, de mobilité, d'accessibilité et de rôle social de l'espace rue;
- promotion de la mobilité active (marche et vélo);
- analyse des projets de construction privés soumis par le Bureau des permis de construire; vérification de la conformité des aménagements autorisés dans les espaces frappés par les limites des constructions.

Construction et Maintenance

- gestion et maintien du patrimoine des aménagements urbains (espaces publics) et portuaires;
- direction générale ou locale des travaux de génie civil;
- développement, entretien et conformité de tous les ouvrages d'art sis sur le domaine public;
- réalisation de nombreuses interventions d'entretien constructif spécifiques du domaine public (pavage, entourage d'arbres, maintenance d'ouvrages, réfections localisées et travaux de sécurisation).

Ateliers et magasins

- support logistique aux autres services de la Ville et prestations artisanales (ateliers de signalisation verticale, de serrurerie, de marquage routier, de menuiserie, de signalétique, d'électricité, gestion et distribution des carburants, de matériels et de pièces);
- entretien de la quasi-totalité des poids lourds de la Ville (plus de 600 unités);
- entretien des installations mécaniques sur le domaine public;
- mise à disposition de matériel lié aux manifestations;
- prestations de transport, curage des sacs de routes, fosses;
- pilotage du service hivernal;
- gestion de l'occupation du domaine public et des permis de fouille;
- réservation des places de stationnement (déménagements, livraison de mazout, etc.);
- gestion des refuges de Sauvabelin;
- surveillance de la bienfaisance des travaux privés exécutés sur le domaine public.

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration (R&M)	6.70	6.60	7.60	6.10
Cellule RH (R&M)	3.60	2.70	3.60	2.70
Conception	11.60	10.20	14.20	11.20
Coordination projets majeurs	3.00	3.00	3.00	3.00
Direction (R&M)	9.50	8.00	8.10	6.00
Entretien du patrimoine	5.00	4.80	4.80	4.80
Exploitation (R&M)	7.00	7.00	7.00	7.00
Finances et Communications	4.20	3.70	5.10	4.20
Génie civil (R&M)	11.00	9.80	11.00	9.80
Informatique – RM	4.00	3.90	4.50	3.90
Mobilité (R&M)	10.80	9.70	10.90	7.70
Office signalétique urb. (R&M)	2.00	2.00	2.00	2.00
Police des constructions (R&M)	1.00	1.00	1.00	1.00
Réalisation	6.00	4.00	5.90	4.80
Surveillance dom. public (R&M)	6.50	6.50	6.00	6.00
Unité garage (R&M)	17.00	16.00	17.00	17.00
Unité services généraux (R&M)	8.90	8.90	8.90	8.90
Unité signalisation (R&M)	29.50	27.40	28.60	27.60
Unité transports (R&M)	27.00	26.00	26.00	26.00
Unité travaux (R&M)	25.00	21.80	22.80	19.80
Total service	199.30	183.00	198.00	179.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	-1.30

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration (R&M)	8	6.60	7	6.10
Cellule RH (R&M)	4	2.70	4	2.70
Conception	12	10.20	13	11.20
Coordination projets majeurs	3	3.00	3	3.00
Direction (R&M)	8	8.00	6	6.00
Entretien du patrimoine	5	4.80	5	4.80
Exploitation (R&M)	7	7.00	7	7.00
Finances et Communications	5	4.60	6	5.10
Génie civil (R&M)	10	9.80	10	9.80
Informatique – RM	3	3.00	3	3.00
Mobilité (R&M)	10	9.70	8	7.70
Office signalétique urb. (R&M)	2	2.00	2	2.00
Police des constructions (R&M)	1	1.00	1	1.00
Réalisation	4	4.00	5	4.80
Surveillance dom. public (R&M)	7	6.50	6	6.00
Unité garage (R&M)	16	16.00	17	17.00
Unité services généraux (R&M)	11	8.90	11	8.90
Unité signalisation (R&M)	28	27.40	28	27.60
Unité transports (R&M)	27	26.00	27	26.00
Unité travaux (R&M)	22	21.80	20	19.80
Total service	193	183.00	189	179.50

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Administration (R&M)	1	1
Informatique - RM	1	2
Génie civil (R&M)	2	2
Unité Garage (R&M)	1	1
Unité signalisation (R&M)	1	1
Unité transports (R&M)	1	1
Total service	7	8

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	16	13
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	1	-
Total service	17	13

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	1
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	11
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	1
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	16

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	6	0.26
Auxiliaires mensualisé·e·s	11	5.01
Auxiliaires payé·e·s au forfait	–	*
Total service	17	5.27

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

D'importantes ressources du service ont été affectées à deux projets majeurs: le déploiement du 30 km/h de nuit et la préparation du chantier de réfection de l'ouvrage du Grand-Pont, qui ont mobilisé des ressources de toutes les divisions. Le premier a nécessité le déploiement de plus de 600 panneaux de signalisation et 60 indicateurs de vitesse ainsi que la mise au clignotant d'une quarantaine d'installations lumineuses et le second la mise en place de treize mesures d'accompagnement visant à accueillir le nouveau réseau t1, à sécuriser les itinéraires piéton et vélo, à assurer la fluidité du trafic et à informer la population des impacts du chantier.

Principales activités 2021**Direction**

Conformément au Programme de législature 2016-2021, le service a déployé la politique de mobilité et des espaces publics en favorisant notamment la mobilité active et les transports publics. Ainsi l'année 2021 a été marquée par les éléments suivants:

- réalisation de deux nouvelles zones de rencontre permettant la modération du trafic et l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers, de deux nouvelles zones 30 ainsi que d'une zone piétonne;
- réalisation de 4.2 km d'aménagements cyclables;
- achèvement de la réfection de l'ouvrage du Pont Chauderon;
- coordination des projets d'infrastructures majeurs tels que le début des travaux du chantier du tramway t1;
- requalification et piétonisation du cœur de quartier Pré-du-Marché.

Communication

L'année 2021 a une nouvelle fois été marquée par la crise sanitaire. Toutefois, les répercussions ont été moindres qu'en 2020, les chantiers se sont déroulés «normalement» et la plupart des événements publics ont eu lieu dans le respect des normes sanitaires en vigueur. L'année a été marquée par quelques projets d'envergure tels que la communication relative à la fermeture, en 2022, du Grand-Pont, le déploiement du 30 km/h de nuit ou encore la Semaine de la mobilité. L'unité «communication» a répondu aux nombreuses sollicitations, organisé trois séances publiques, six conférences de presse, six inaugurations et réalisé des publications médias, internet, intranet, réseaux sociaux et autres supports de communication.

Supports opérationnels**Finances**

Le service pilote 24 crédits d'investissements, sept comptes d'attente, représentant un montant à disposition de CHF 99 millions, et a émis une demande de crédits d'investissements. Quatre projets réalisés sur des routes cantonales en traversée de localité vont bénéficier de subventions cantonales en faveur de leur entretien pour un montant estimé à CHF 1'300'000. Par ailleurs les projets du service vont bénéficier de subventions cantonales et fédérales d'un montant total de CHF 118'000.- au titre des mesures d'assainissement du bruit et des mesures lausannoises du Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM).

Administration

Le service a rédigé 254 décisions municipales et répondu à 1'162 courriers, ce qui correspond à une nouvelle hausse de 20% par rapport à 2020:

6	Direction et coordination (sujets divers)
147	Construction et maintenance (chantiers, dégradation du domaine public, etc.)
607	Espaces publics (aménagement du domaine public, zones modérées, vélos, piétonnes et piétons, signalisation, etc.)
342	Mobilité (gestion de la circulation, régulation du trafic et signalisation lumineuse, stationnement, etc.)
45	Office de signalétique urbaine (affichage, campagnes politiques et votations)
15	Ateliers et magasins de la Ville (dénivellement, service hivernal, chaussées, trottoirs, installations mécaniques, etc.)

Office de signalétique urbaine (OSU)

La gestion de l’affichage sauvage ayant été confiée à PUR afin de simplifier le flux administratif, l’OSU a assuré les missions suivantes:

- dénomination de rues: inauguration virtuelle de la Place du 14-Juin et attribution du nom «Allée Ioannis-Capodistrias» à la promenade d’Ouchy;
- pose de deux plaques commémoratives: la plaque «Ioannis-Capodistrias» à proximité de sa statue et une plaque Jaquette de Clause au Château d’Ouchy;
- affichage culturel: la gestion du planning de l’affichage culturel a requis une implication particulière suite aux nombreux reports dus à la crise sanitaire;
- marquage au sol: coordination relative à la pose d’un cheminement piétonnier au bénéfice des tl, une partie de la ligne LEB étant substituée par des bus;
- prestations particulières pour diverses manifestations (50 portraits de femmes par 50 femmes photographes, exposition «sur les sentiers de la gare», exposition dans l’abribus du Vélodrome sur la seconde étape du projet urbain des Plaines-du-Loup);
- délivrance d’une quarantaine d’autorisations de panneaux de chantier et de location.

Groupe informatique

La poursuite du travail à distance a nécessité une intensification du support technique et de nombreux indicateurs et cartes ont été fournis en support des mesures Covid mises en place par le service.

Par ailleurs, le groupe informatique a principalement réalisé les projets suivants:

- développement d’une base de données de signalisation verticale géoréférencée, en collaboration avec la Ville de la Chaux-de-Fonds, le Canton et la Ville de Neuchâtel, afin d’améliorer significativement la cohérence de la signalisation directionnelle et l’optimisation de l’exploitation courante;
- possibilité de réserver des places de stationnement en cas de déménagement, livraison, mariage, etc. via internet et nouvelle application de gestion optimisant notablement le support administratif et la facturation;
- poursuite de la mise à jour des géodonnées de base du service, selon le nouveau cadre de référence fédéral MN95;
- implémentation de la solution de gestion de projet Planisware Orchestra afin de centraliser en un seul outil la planification et le suivi des projets;
- digitalisation du processus d’annonce des constats d’occupation non conforme du domaine public.

Santé et sécurité au travail

Une attention particulière a été portée aux formations sécurité lors de travaux en hauteur effectués par les équipes techniques: formation pour l’utilisation d’une nacelle, de harnais et de travaux en hauteur. Des mesures ont aussi été prises afin d’adapter des véhicules préexistants et d’améliorer la sécurité du personnel lors des interventions.

Projets d’infrastructures majeures de transports publics

Mise en souterrain du LEB

Le percement ainsi que la construction de la structure du tunnel étant désormais totalement terminés, les machines de forage et de terrassement ont laissé place aux équipes de pose des équipements ferroviaires et aux installations électromécaniques. Conditionné par l’arrêt de l’exploitation des trains entre la gare «Union-Prilly» et le Flon, le démontage du pont provisoire sis à l’est de la gare «Union-Prilly» a débuté en octobre.

Ces importants changements d’étapes ne sont pas restés sans effet sur les activités locales et la vie des riveraines et riverains, notamment en raison de l’expansion des installations de chantier le long de l’avenue

d'Echallens, à la rue de Genève (vers l'accès pompier au tunnel du LEB) et à la place de l'Europe. D'autre part, la mise en service d'une ligne de transport de substitution a été nécessaire entre la gare du LEB «Union-Prilly» et la gare CFF.

Outre les emprises et contraintes locales que constituent ces changements, l'arrêt de l'exploitation définitif de la ligne du LEB sur l'avenue d'Echallens (depuis le 25 septembre 2021) a permis la sécurisation immédiate du franchissement des voies ferrées dans le carrefour de Montétan pour les deux-roues et la restitution de l'arrêt Saint-Paul de la ligne t1 numéro 9.

Enfin, la réalisation du passage inférieur d'Ombreval a débuté dans les délais afin de ne pas générer de contrainte supplémentaire sur le calendrier du projet.

Tramway t1

Conformément à l'objectif fixé, les mesures ont été prises de façon à débiter les travaux sur le Projet Partiel numéro 3 (PP3), soit la partie Prilly – Lausanne, ce qui a nécessité un grand travail de préparation destiné à assurer la qualité des travaux et le bon déroulement du projet. Relevons en particulier l'attention portée au développement des réseaux multi-fluides, à l'amélioration de la qualité des espaces publics (plantations et aménagements) ainsi qu'à l'organisation des séquences de chantier de façon à assurer l'accessibilité locale et la vie des riveraines et riverains pendant le chantier. Ainsi, la mobilisation et l'implication d'un grand nombre de collaboratrices et collaborateurs de la Ville de Lausanne a permis de démarrer les travaux dans le délai souhaité.

Métros m2/m3

Les discussions et négociations conduites avec l'Etat ont permis de souligner l'importance d'élargir le périmètre de réflexion à l'intégration des nouvelles stations du m3 dans les abords des espaces les plus emblématiques (dont les places de l'Europe et de Chauderon). Une structure de projet dédiée a été mise en place sous le nom de «Pôle d'Urbanité Majeur» (PUM) afin d'assurer la prise en considération des enjeux majeurs de l'intégration d'un métro en lien avec le développement de la ville.

La préparation de la seconde étape «Flon – Blécherette» s'est concrétisée avec la mise en consultation préalable, par le Canton, du dossier de la future PAP auprès des services de l'administration lausannoise en vue de sa mise à l'enquête publique à l'automne 2022.

Mobilité

La campagne quinquennale de comptages multimodaux de Lausanne-Région, démarrée en mars 2020 et suspendue en raison de la pandémie, a pu redémarrer à l'automne 2021 et ses résultats devraient être disponibles en partie en 2022.

Planification de la mobilité urbaine

L'équipe a poursuivi son travail d'accompagnement des projets d'envergure menés par les autres services de la Ville (Bureau Métamorphose, Pôle Gare, développement des plans d'affectation du service de l'urbanisme, notamment) ou les services cantonaux (PALM, plan d'affectation cantonal, etc.). Elle a également réalisé les études préliminaires de mobilité nécessaires aux futurs BHNS Borde – Bellevaux et av. du Théâtre, av. Rumine et av. du Léman et accompagné la division espaces publics dans toutes les réflexions relatives aux requalifications des BHNS et des grandes places du centre-ville, notamment autour des futures stations du m3.

La cellule a continué de participer activement aux réflexions liées à l'évolution des transports publics dans le cadre de l'évolution du projet du tram ou du réseau des transports publics à 2030, afin de définir, conjointement avec les t1, le futur réseau 2023 qui sera mis en œuvre après la réfection de l'ouvrage du Grand-Pont.

Stationnement

La réalisation de l'extension de la centralité de quartier France-Maupas a permis d'améliorer la disponibilité des places pour les habitants en possession de macarons: elle a nécessité la conversion de quelque 300 places mixtes payantes + macaron.

Suite à l'ouverture du Stade de la Tuilière, un parking payant provisoire de 310 places a été mis en service, offrant des places aux usageres et usagers des terrains d'entraînement de sports ainsi qu'aux spectatrices et spectateurs du nouveau stade ainsi qu'une nouvelle offre de stationnement P+R attractive les samedis.

Par ailleurs, le renouvellement du parc d'horodateurs se poursuit afin d'assurer, d'ici à fin 2022, la compatibilité de l'ensemble des machines avec la digitalisation de tous les titres et autorisations de stationner sur notre territoire.

Le pilotage des réflexions stratégiques a été entamé en vue de consolider les mesures prévues dans le plan climat, comme la mise en place d'une politique de stationnement plus ambitieuse en faveur du report modal, qui comprend notamment la dénonciation du DDP du parking de Montbenon à l'échéance du droit de superficie (2025).

Nombre de places de stationnement sur le domaine public (2021: état provisoire à mi-décembre 2021)

	2005	2010	2016	2020	2021
Payantes sur voirie	4'892	3'961	3'799	3'436	3'728
Payantes en parking-relais (P+R)	1'365	2'591	2'496	2'410	2'408
Payantes en parking longue durée (PLD)	1'079	2'639	2'775	2'660	2'621
Gratuites limitées (régies par disque)	11'093	13'317	12'741	11'905	11'464
Gratuites illimitées	3'325	3	-	-	-
Total net	21'754	22'511	21'811	20'411	20'211

Coordination des chantiers

Le chantier de réfection de l'ouvrage du Grand-Pont, prévu en 2022, a requis un important travail de coordination avec les tl et au sein de l'administration, compte tenu du grand nombre de mesures d'accompagnement planifiées, dont certaines réalisées au deuxième semestre 2021. D'autres chantiers majeurs impactant la mobilité, tels que la place de la Gare, le tram ou le tunnel du LEB ont débuté en 2021, nécessitant un suivi attentif avec les différents partenaires afin de garantir l'accessibilité à la Ville.

Gestion du trafic

Le remplacement planifié des installations de Chauderon Sud et des Terreaux a été effectué et il a été nécessaire de procéder au remplacement de celle du carrefour de Chauderon Nord tombée en panne. Les mesures prises en 2020 pour le confort et la sécurité des piétonnes et piétons ont été pérennisées et la mise à jour (durée de la phase jaune) de la programmation des 17 installations restantes a été réalisée. La sécurité des cyclistes a été améliorée sur les carrefours de Provence-Tivoli, Gare-Juste-Olivier, Rumine-Georgette et Chauderon Sud. Enfin, les feux du carrefour Gonin-Mercier et de la traversée piétonne Caroline-Ancienne-Douane ont été supprimés, afin de favoriser la fluidité du trafic tout en garantissant la sécurité des usagères et des usagers dans le cadre des mesures d'accompagnement du chantier de réfection de l'ouvrage du Grand-Pont.

Assainissement du bruit routier

La politique d'assainissement du bruit routier a pu franchir une étape importante en 2021 avec la mise en œuvre du 30 km/h de nuit sur le territoire lausannois. Son déploiement a été accompagné de la pose de 60 indicateurs de vitesse afin de sensibiliser les usagères et usagers de la route à cette nouvelle réalité. Cette modération nocturne a également permis de doubler le nombre d'installations de signalisation lumineuse au clignotant, passant de 18 à 40.

La Ville de Lausanne a fait l'acquisition d'un indicateur du bruit afin de sensibiliser les détentrices et détenteurs de véhicules bruyants circulant en Ville, qui est déplacé chaque mois et installé dans des lieux jugés à forte sensibilité du bruit routier.

Les autres mesures du programme d'assainissement du bruit routier se poursuivent: pose d'enrobés phono absorbants lors de travaux de rénovation des routes, incitation au report modal, création de nouvelles zones modérées.

Espaces publics

L'année 2021 a été marquée par la pérennisation de nombreuses mesures d'aménagement des espaces publics déployées dans l'urgence suite au premier déconfinement. La division a également poursuivi les études planifiées ainsi que franchi les étapes clés pour de nombreux projets d'amélioration de l'espace public et de mobilité active.

Pérennisation des mesures Covid

Suite au déploiement massif et dans l'urgence d'une série de mesures visant à accompagner le déconfinement du printemps 2020 afin de faciliter notamment le report vers les modes actifs plutôt que vers le trafic individuel motorisé, il a été procédé à la pérennisation ou à l'amélioration de nombre d'entre elles:

- améliorations apportées aux aménagements cyclables de l'avenue de France, du Mont-Blanc et de Collonges et de la rue de la Borde et prochainement à la route des Plaines-du-Loup et à la rue de Sébeillon;
- pérennisation de 43 extensions de terrasses, dont 21 situées sur des places de parc;
- pérennisation des zones modérées temporaires.

Projets de modération et de requalification des espaces publics

D'importants projets de requalification des espaces publics ont passé une étape clé:

- octroi du permis de construire pour le haut de la rue de la Mercerie;
- octroi du permis de construire de l'ascenseur Colline-Montelly;

- préavis favorable du Canton pour la mise à l'enquête du projet de requalification de l'ouest de l'avenue d'Echallens, y compris le carrefour de Montétan;
- démarrage du chantier d'aménagement de la zone de rencontre de Sévelin.

Une étude stratégique a été menée à l'échelle du territoire communal lausannois afin de se doter d'un plan d'action permettant d'accélérer la modération et l'apaisement de la ville, qui a permis de planifier la réalisation des futures zones modérées de la Ville, soit 18 zones 30 nécessitant des aménagements localisés de l'espace public, qui sont en cours d'étude et seront réalisées dès le printemps 2022. Deux autres zones 30 prévoyant des aménagements d'ampleur plus conséquente sont à l'étude, à l'ouest de l'avenue de Cour et au sud de la route du Pavement. La zone de rencontre de l'avenue des Jordils a été réalisée.

Projets en faveur de la mobilité active

La division poursuit la réalisation de mesures en faveur des modes actifs notamment par le biais de ses campagnes annuelles d'intervention, avec:

- la réalisation de 4,2 km de nouveaux aménagements cyclables, situés en partie sur des axes stratégiques du réseau: le quartier Villamont, avenue Georgette, avenue Juste-Olivier, avenue Tivoli, carrefour Chauderon sud, avenue Jules-Gonin, rue du Grand-Chêne, route du Pavement, avenue de l'Elysée avenue de Provence;
- la campagne de stationnement pour vélo avec la création de 461 places de stationnement;
- la campagne d'assainissement des itinéraires piétonniers en réallouant une partie de la chaussée et des places de stationnement en faveur de la mobilité active, par la création, la sécurisation ou encore la dérégulation de passages piétons existants (39 interventions);
- la pose de bancs publics dans différents quartiers (66 poses tout type confondus dont 46 PMR compatibles);
- la poursuite des campagnes en faveur de la sécurisation du chemin de l'école avec une vingtaine d'interventions réparties sur le territoire lausannois.

Accompagnement des grands projets

L'année écoulée a permis d'accompagner les projets suivants:

- l'aboutissement des études préliminaires en matière de mobilité, d'urbanisme et d'économie sur le site Europe – Centrale – Flon, en vue d'un concours d'idées qui sera mené en 2022;
- le lancement du programme du concours d'idées pôle Flon;
- la finalisation des études préliminaires en matière de sociologie urbaine et de mobilité du pôle Chauderon;
- la mise à l'enquête du projet d'aménagement transitoire de la place du Tunnel.

Etudes et démarches participatives

Malgré un contexte sanitaire rarement propice aux rencontres, la division a poursuivi ses efforts de concertation avec la population et les riveraines et riverains et réalisé de nombreuses enquêtes de satisfaction en particulier:

- le lancement des démarches participatives pour l'aménagement des places de l'EPSIC et de l'ETML en lien avec le tram;
- le monitoring et l'enquête de satisfaction sur les zones modérées de Benjamin-Constant et Midi – Beau-Séjour;
- la finalisation de la zone de rencontre du Vallon, avec l'organisation d'activités participatives;
- la piétonisation d'une séquence de la rue des Echelettes suite à une démarche participative;
- les balades avec les habitantes et habitants dans certains quartiers amenés à devenir des zones apaisées;
- les focus groups et balades urbanistiques menés sur les sites de Chauderon et d'Europe-Centrale.

Procédures

L'office des permis de construire du Service d'urbanisme a transmis pour analyse quelque 740 dossiers de demandes de permis de construire ou d'autorisation relatifs à des projets de construction, transformation ou rénovation sur fonds privés. Concernant la signalisation, 88 prescriptions de trafic routier ont fait l'objet d'une publication dans la Feuille des avis officiels du canton de Vaud et cinq projets ont été soumis à l'enquête publique selon l'article 13 alinéa 2 de la loi sur les routes (Châtelard, Mercerie, Vallombreuse, Vallon, ascenseur Colline-Montelly) et un projet en consultation préalable au Canton selon l'art. 13 al. 3 (Echallens).

Construction et maintenance

La division a piloté les travaux de requalification et de piétonisation du cœur de quartier Pré-du-Marché. Ces aménagements ont permis de créer un véritable cœur de quartier, convivial et attractif qui répond aux attentes des habitantes et habitants et des commerçantes et commerçants. Ces travaux, en cours de finalisation, ont permis de:

- étendre la zone piétonne sur la totalité du périmètre des rues Pré-du-Marché et du Clos-de-Bulle;
- végétaliser: 13 nouveaux arbres, des parterres plantés, des murs végétalisés;
- favoriser la convivialité: 3 terrasses ponctuent la rue Pré-du-Marché et accueillent bancs publics et terrasses pour les restaurants environnants; un jeu d'eau complète la placette Pré-du-Marché et apporte fraîcheur et agrément; une place de jeux;
- renforcer l'identité: pavage de toute la zone et mise à plat du sol (suppression des trottoirs pour tout mettre au même niveau), des bandes lisses complètent le pavage et permettent de déambuler, de jouer et créer.

La division a également suivi la construction d'un certain nombre de nouvelles placettes et/ou zone de rencontre, notamment:

- l'espace de séjour à l'avenue du Tribunal-Fédéral: découlant des mesures d'apaisement du trafic routier qui sont liées à la campagne écoles, 3 nouveaux arbres ont été plantés dans un parterre végétalisé, une zone en copeaux a été créée pour accueillir des bancs publics;
- la zone de rencontre à la place du Vallon pour répondre aux attentes des habitantes et habitants et des actrices et acteurs du quartier. Le changement de régime de circulation a été accompagné d'un marquage au sol, de la pose de mobilier et d'aménagements soulignant les entrées et sorties de la zone pour inciter les conductrices et conducteurs à ralentir. Des nouvelles zones perméables ont été mises en place, occupées par de la végétation, avec notamment la plantation de nouveaux arbres;
- la zone de rencontre à l'avenue des Jordils: le nouvel aménagement a permis de sécuriser les circulations piétonnes, les entrées/sorties ont été marquées par un changement de matériau de sol, la rue a été mise à niveau des trottoirs sur les secteurs propices à la traversée, le gabarit de passage des véhicules a été réduit. Des surfaces perméables accueillant de la végétation viennent animer le sol au pied des alignements d'arbres existants, de nouvelles assises associées aux aménagements de sol et à la végétation créent des micro-lieux propices à la détente et à la convivialité.

Entretien du patrimoine

La section est principalement intervenue sur les objets suivants:

- pilotage du projet de réfection de l'ouvrage du Grand-Pont dans le cadre des travaux d'assainissement de 2022;
- 350 inspections et vérifications annuelles des ouvrages du patrimoine lausannois dont 25 portant sur des ouvrages significatifs;
- pilotage des études d'objets du PALM, tels que l'ascenseur Colline/Montelly, la passerelle de Bois-Gentil ainsi que la liaison mobilité douce Martinet-Provence;
- des expertises ciblées sur des ouvrages nécessitant d'apprécier les besoins en travaux d'assainissement (Tunnel de la Barre, Pont Bessières, Passerelle de la Sallaz).

La campagne annuelle de réfection de revêtements bitumineux a permis de réaliser deux interventions principales sur l'avenue de Provence (5'000 m²) et la route Aloys-Fauquez (3'500 m²) et des réfections de revêtements ont été entreprises dans le cadre de travaux coordonnés avec les services constructeurs de l'administration. L'entier des surfaces réfectionnées, à savoir 16'085 m², est réparti comme suit: 14'650 m² au titre des réfections de chaussée, 1'285 m² au titre des réfections de trottoirs et 150 m² au titre des réfections des arrêts de bus. Afin de répondre aux exigences d'assainissement du bruit routier, 82% ont été réalisées en tapis phono-absorbant.

Divers travaux de réfection d'ouvrages ont été effectués tels que les assainissements des intrados du Pont Chauderon et du Pont Sévelin, des murs du Quai de Belgique, du Pont de Boissonnet, du confortement du talus de la Sallaz, ou encore du mur de soutènement de Sévelin et la réalisation de l'ascenseur Sévelin/Sébeillon.

La section a également effectué des travaux de sécurisation de tronçons routiers. Un montant d'environ CHF 700'000.- a été investi en 2021 afin de pallier les déficiences de structures routières et de garantir un niveau de service et de sécurité adéquat (bus tl, deux-roues, etc.).

La campagne de réfection des fontaines de la Ville se poursuit avec l'entretien ou la réfection de 8 fontaines.

Conformément à la planification initiale de réfection des garde-corps, la section est intervenue sur 560 mètres linéaires en 2021, en conformité aux normes SIA 358 et VSS 640 568.

Unité travaux

L'unité a participé activement aux travaux courants d'entretien et de sécurisation du domaine public, ainsi qu'à un important effort d'entretien des zones piétonnes pavées du centre-ville en coordination étroite avec les autres services afin d'assurer la qualité visuelle du centre historique. Elle a par ailleurs participé au déploiement du 30 km/h de nuit à la réalisation d'une partie des mesures préparatoires liées aux futurs travaux de réfection de l'ouvrage du Grand-Pont ainsi qu'à la bonne exécution de la nouvelle aire de jeu de Montbenon, en étroite coordination avec la déléguée aux places de jeux.

Ateliers et magasins de la ville

Unité Services Généraux (USG)

Malgré les restrictions sanitaires, les locations des refuges de Sauvabelin demeurent importantes, avec 166 pour le grand refuge et 189 pour le petit refuge, soit une augmentation de plus de 40% par rapport à 2020 pour des recettes de l'ordre de CHF 75'000.-.

Le nombre de manifestations bénéficiant d'un soutien logistique (transports, montage de scènes, etc.) ou de prêt/location de matériel (tables, chaises, etc.) a progressé d'env. 40%, marquant la reprise des activités par rapport à 2020 très impactée par la crise du COVID. Ce sont ainsi 188 manifestations qui ont été soutenues, organisées à 85% par des externes, soit 50% de moins qu'en 2019.

Unité Garage (UGa)

Au total, ce sont quelque 2'390 ordres de travail qui ont été réalisés, soit une augmentation de près de 20% par rapport à 2020.

Unité signalisation et marquages (USM)

L'atelier de signalétique a confectionné plus de 3'200 panneaux de signalisation verticale, dont plus de 600 signaux avec plaque complémentaire, destinés au 30 km/h de nuit déployés sur le terrain par l'équipe des serruriers, réalisé l'impression de quelque 3'000 affiches et autocollants et décoré 22 véhicules d'urgence.

Les équipes de peintres en signalisation et de serruriers ont participé à la mise en place des mesures d'accompagnement liées à la fermeture du Grand-Pont, réalisé trois zones 30 (Montoie, Villamont et Reposoir inférieur), deux zones de rencontre (Vallon et Jordils), la zone piétonne de Clos-de-Bulle ainsi que la campagne des aménagements cyclables avec de nombreux contresens.

L'atelier de menuiserie, accompagné de l'atelier de signalétique, a réalisé tous les totems d'information liés à la fermeture du Grand-Pont.

Unité transport (UTp)

L'unité a répondu à environ 4'500 demandes de prestations émanant de l'ensemble des services communaux, chiffre en hausse par rapport à 2020, principalement suite au relâchement des mesures sanitaires.

Elle a également assuré le pilotage général du service hivernal. L'hiver 2020-2021 a été particulièrement rude et les précipitations nombreuses comme en atteste le cumul de neige de 146 centimètres à En Marin; 66 interventions ont été nécessaires pour garantir la praticabilité du réseau routier et 942 tonnes de sel épanchées durant le service hivernal.

Le parc de véhicules a été renouvelé avec l'acquisition d'un camion multi-lift et d'un pick-up, tous deux dédiés notamment au service hivernal.

Groupe de surveillance du domaine public

2088 permis d'utilisation du domaine public ont été délivrés, soit une augmentation d'environ 10% par rapport à 2020. Les recettes avoisinent CHF1'200'000.-.

Le nombre d'entreprises occupant temporairement le domaine public sans autorisation a diminué une nouvelle fois en 2021 pour atteindre 136 (228 cas en 2020). La charge de travail administratif induite par ce type d'infraction a conduit à facturer aux contrevenantes et contrevenants des émoluments à hauteur de CHF 47'000.-.

La facturation de 133 permis d'occupation aux services communaux commercialisés s'élève à environ CHF 400'000- pour le premier semestre 2021. Le second semestre sera facturé courant février 2022.

L'entretien courant des abribus et les actes de vandalisme ont nécessité 183 interventions soit une augmentation de 20% par rapport à 2020.

Enfin, 293 cas d'accidents ayant entraîné des dégâts au domaine public et 118 cas de vandalisme, ont donné lieu à la perception d'indemnités de quelque CHF 220'000.- auprès des responsables ou des assurances.

Demandes du portail de prestations

Demandes reçues	2019	2020	2021	Différence
Appareilleur	147	155	131	-24
Carrosserie	4	20	9	-11
Décoration	51	20	23	3
Electricité	143	160	229	69
Menuiserie	152	138	149	11
Serrurerie	241	221	252	31
Signalisation	279	251	108	-143
Transports	4'997	3'905	4218	313
Travaux	976	652	835	183
Exploitation	6	20	13	-7
Panneau info publique	99	85	87	2
Atelier Signalétique	174	151	167	16
Total	7'269	5'778	6'221	443

Service de la propreté urbaine (PUR)

Principales missions du service

Direction/Secrétariat

- gestion du secrétariat pour l'ensemble du service;
- gestion de la communication;
- soutien, conseil et suivi en matière de gestion financière (budget, comptes, investissements, etc.);
- soutien et conseil en matière de sécurité et de protection de la santé au travail;
- management de la qualité et de l'amélioration continue et des aspects environnementaux;
- soutien et conseil en matière juridique.

Ressources humaines

- gestion des ressources humaines: recrutement et accompagnement du personnel, conseil aux cadres, suivi des formations continues, gestion et suivi des situations de santé et gestion des conflits.

Délégué à la propreté du domaine public

- identification et localisation des points noirs liés à la propreté, définition des plans d'actions et des mesures correctives;
- relation avec les associations de quartier, les commerçants et la population;
- communication et sensibilisation, information et coordination entre les différents services.

Centre intercommunal de gestion des déchets (CID)

- collecte, gestion et recyclage des déchets.

Propreté du domaine public (PDP)

- entretien, nettoyage et déneigement du réseau piétonnier;
- entretien et nettoyage des WC publics;
- ramassage des déchets, ramassage des feuilles mortes et vidage des poubelles;
- enlèvement des tags et graffitis présents sur la voirie publique, sur les ouvrages qui lui sont rattachés ainsi que sur les immeubles privés placés sous convention avec la Ville;
- information, sensibilisation et surveillance de la propreté de la voie publique, cas échéant prise de sanctions.

Usine de valorisation thermique des déchets (UVTD) – TRIDEL

- valorisation thermique et traitement des déchets.

Effectif du personnel

Plan des postes

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Administration PUR	14.50	12.50	14.70	13.70
CID – PUR	121.70	120.50	121.50	122.50
"Entretien Sect. Techn. – PUR"	34.00	33.00	36.00	35.00
Entretien Sect. HyperCentre – PUR	22.00	22.00	21.00	21.00
Entretien Secteur Est – PUR	21.00	21.00	21.00	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16.00	16.00	16.00	16.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	23.30	22.15	24.30	23.30
Entretien Secteur Sud – PUR	24.00	24.00	24.00	24.00
GPEP – PUR	4.60	3.80	4.60	4.60
GPGD – PUR	4.00	4.00	4.00	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	3.10	3.10	3.10	3.10
UVTD – TRIDEL – PUR	49.00	45.00	47.00	46.00
Total service	337.20	327.05	337.20	334.20

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.00

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Administration PUR	16	12.50	17	13.70
CID – PUR	122	120.50	124	122.50
"Entretien Sect. Techn. – PUR"	37	33.00	39	35.00
Entretien Sect. HyperCentre – PUR	22	22.00	21	21.00
Entretien Secteur Est – PUR	21	21.00	21	21.00
Entretien Secteur Nord – PUR	16	16.00	16	16.00
Entretien Secteur Ouest – PUR	23	22.15	24	23.30
Entretien Secteur Sud – PUR	24	24.00	24	24.00
GPEP – PUR	4	3.80	5	4.60
GPGD – PUR	4	4.00	4	4.00
Propreté Domaine Public – PUR	4	3.10	4	3.10
UVTD – TRIDEL – PUR	45	45.00	46	46.00
Total service	338	327.05	345	334.20

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Administration PUR	2	2
Total service	2	2

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
Nombre de transfert(s)	10	16
	sortant(s)	entrant(s)
	–	1
Total service	10	17

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	4
Départ à la retraite	5
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	10

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	58	5.95
Auxiliaires mensualisé-e-s	35	14.63
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	93	20.58

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

Bien que l'année 2021 ait encore été marquée par la crise sanitaire, les activités du service ont été maintenues en tout temps, que ce soit pour le nettoyage et le déneigement de la voirie publique, mais aussi pour la collecte des déchets ménagers et l'acheminement des déchets recyclables vers les filières appropriées, ainsi que pour la valorisation thermique par le biais de l'usine TRIDEL S.A.

Principales activités 2021**Direction/Secrétariat**

Une double campagne de communication (affichage SGA, démonstration in vivo et street marketing) a été organisée entre avril et septembre afin de sensibiliser la population aux nuisances induites par la présence de chewing-gums au sol et des tags et autres graffitis sur les façades et les murs lausannois.

Le partenariat public/privé entre la Ville et les propriétaires d'immeubles concernant l'enlèvement des tags sur les surfaces privées s'intensifie. Ainsi, le personnel communal est aujourd'hui autorisé à intervenir sur quelque 160 bâtiments privés (95 en 2020) et une cinquantaines de conventions supplémentaires prendront effet au début 2022.

Par ailleurs, la population lausannoise a pu découvrir les premiers écopoints enterrés ou en surface installés au fur et à mesure de l'obtention des autorisations de construire (modèles enterrés). 2022 verra l'installation de quelques dizaines de points de récolte supplémentaires.

La première étape de rénovation des WC publics s'est achevée à la fin de l'été avec la réouverture des WC du CIO à Ouchy. La seconde étape, qui touchera treize édifices supplémentaires, suivra dès 2022 et s'étalera sur une période de trois ans.

Administration et secrétariat

Le service a répondu à 164 courriers portant sur diverses plaintes et requêtes relatives aux thématiques ci-dessous, un courrier pouvant traiter plusieurs points:

15	Collecte des déchets
13	Déchèteries et postes fixes
26	Dépôts sauvages
6	Équipement en conteneurs
5	Affichage sauvage

25	Corbeilles de rue et cendriers
3	Crottes de chiens
4	Entretien du domaine privé
15	Littering
2	Mictions (urines et vomissures)
18	Nettoyage du domaine public
15	Nuisances sonores
14	Service hivernal (déneigement des trottoirs, zones piétonnes, etc.)
16	WC publics
28	Divers

Communication

C'est à nouveau sur un mode décalé que deux campagnes ont vu le jour en 2021. La première, organisée en avril, a porté sur le thème des nuisances liées à la présence de chewing-gums sur le sol. Outre un affichage public pendant deux semaines, une démonstration in vivo a été organisée pendant une matinée au centre-ville afin de présenter au public la nouvelle machine récemment acquise pour l'enlèvement des souillures au sol. La seconde, organisée fin août sur deux semaines également, a interpellé les badauds sur la thématique des nuisances visuelles provoquées par les tags. Ces deux actions de communication ont été accompagnées d'un street-marketing sur la place de l'Europe qui a permis de sensibiliser les usagères et usagers sur le littering, et comprenaient notamment un concours didactique et ludique, permettant aux passantes et passants de faire le plein d'informations.

Finances

Les attentes et besoins en matière de propreté urbaine se sont grandement diversifiés au cours de ces dernières années. La mise en place d'indicateurs d'activités et de performances, mis à jour annuellement, permettra de suivre l'évolution des prestations et des attentes et d'appréhender au mieux les évolutions en matière de gestion de la propreté du domaine public et des déchets.

Sécurité et santé au travail

Les activités du personnel de la division du CID présentent des risques potentiels importants en termes de sécurité et de santé sur le lieu de travail. Les formations de secouriste d'entreprise à l'attention des chauffeurs dans le cadre de la formation liée à l'Ordonnance réglant l'admission des chauffeurs professionnels (OACP) ont débuté en 2021; elles se poursuivront en 2022 et seront également suivies par le personnel travaillant dans les déchèteries fixes et mobiles. Elles permettront d'apporter les premiers secours de manière efficace à une personne blessée suite à un accident dans une déchèterie fixe ou mobile pendant les heures d'ouverture au public.

Système de management de la qualité et de l'environnement

Le rapport d'audit 2020 ayant confirmé la première certification ISO 9001 (management de la qualité) et 14001 (aspects environnementaux) remise au service en 2017, et ne requérant aucune action corrective tout en proposant quelques améliorations mineures, il a été décidé de suspendre le processus de certification ISO, tout en maintenant l'état d'esprit d'amélioration continue. La réflexion à venir permettra de définir les objectifs attendus par le maintien d'une certification et, cas échéant, de choisir un nouveau prestataire pour assurer les audits.

Délégué à la propreté du domaine public

Les actions de nettoyage requises par des associations et des entreprises privées ont pu reprendre dès le mois d'avril et ont atteint la fréquence la plus élevée à la fin de l'été.

Une action de sensibilisation sur le littering a été organisée dans l'hyper-centre et dans les zones de détente situées au bord du lac (mi-août à mi-septembre). Du personnel auxiliaire a été engagé temporairement et formé par le Groupe propreté des espaces publics (GPEP) et le délégué à la propreté afin de mener à bien cette mission. Des discussions avec les restauratrices et restaurateurs à l'emporter principaux sont en cours dans le but de réduire les nuisances y relatives dès 2022, ainsi que d'optimiser les collaborations déjà en place.

La collaboration initiée il y a trois ans avec l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) pour des missions d'entretien au centre-ville s'est poursuivie avec succès, avec l'ajout d'une nouvelle tâche: le nettoyage des bouches de corbeilles requin de l'hyper-centre. Le nettoyage vertical (poteaux de signalisation routière et mats tl, descentes d'eau de pluie, etc.) a été repris par le personnel de la division PDP.

Des rencontres avec des associations de quartier, des commerçants et des habitants ont eu lieu tout au long de l'année afin de trouver des solutions communes et coordonner les éventuelles actions à entreprendre par le service.

La propreté des corbeilles de rue et les prestations des machines de nettoyage des chewing-gums et autres souillures au sol ont fait l'objet de contrôles de qualité internes. Le projet de vidéosurveillance des

déchèteries fixes et des écopoints a reçu le feu vert du Canton: une caméra mobile peut désormais être installée afin d'investiguer sur des dépôts de déchets inappropriés sur la voie publique.

Enfin, la structure et le mode de fonctionnement de l'observatoire de la propreté ont été redéfinis pour 2022.

Juridique

Malgré les contraintes découlant de la pandémie, notamment avec la mise en place du télétravail, un soutien juridique permanent a pu être garanti aux divisions et unités du service, notamment:

- à la taxation-CID (recours concernant la taxe spéciale déchets ou la taxe de base adressés à la Commission communale de recours en matière d'impôt communal et de taxes spéciales (CCRI);
- au Groupe de Propreté et Gestion des Déchets (GPGD-CID) pour les déterminations du service à l'attention de la Commission de police, lors d'infractions au règlement communal sur la gestion des déchets ménagers;
- au Groupe de Propreté Espace Public (GPEP-PDP) au sujet des questions d'application de l'article 17bis du règlement général de police de la Commune de Lausanne pour les infractions commises en flagrant délit en lien avec les déchets abandonnés sur la voie publique, notamment le littering.

Propreté du domaine public

Secteurs de voirie

Soucieuse de maintenir son niveau de prestations, la division a fait évoluer sa plateforme d'annonces des dégradations «Sentinelle» en y associant les constats relatifs aux dégradations sur ouvrages et chaussées du domaine public. Deux nouvelles prestations ont également été pérennisées: le lavage des corbeilles et le nettoyage de la signalisation verticale. Ces missions sont assurées par le secteur technique qui est doté d'équipements spécifiques (lavage haute-pression embarqué).

Evènements et opérations spéciales

En septembre, l'opération «Street marketing» a rencontré un vif succès, avec l'installation durant 3 jours d'une benne à déchets sur la place de l'Europe afin de sensibiliser la population à la problématique du littering.

Il est par ailleurs à relever que PUR compte parmi son personnel, les meilleurs chauffeurs de brosse de Suisse Romande (5 chauffeurs de la Ville aux 5 premières places) désignés par leurs pairs lors d'un concours organisé par le TCS dans le cadre d'une formation annuelle.

Tags et graffitis

Dans la lutte contre les tags et les graffitis, de plus en plus de propriétaires choisissent de rejoindre le partenariat proposé par la Ville. En 2021, près de 160 bâtiments privés (95 en 2020) font l'objet d'une convention payante et plus de 1'500 tags ont été nettoyés sur l'ensemble du territoire (privé et public).

Enlèvement des tags sur le domaine public (2017 – 2021)

Nombre de tags enlevés	2017	2018	2019	2020	2021
Public	376	572	545	889	971
Privé	–	45	8	89	555
Nombre total de prestations	376	617	553	978	1'526

Lutte contre les souillures et les chewing-gums

Afin de lutter contre les souillures et surtout contre la propagation des chewing-gums sur le revêtement des sols, le service a acquis une nouvelle machine avec installation embarquée d'eau chaude à très haute pression. A ce jour, près de 22'000 m² ont pu être complètement nettoyés, principalement dans l'hyper-centre.

Gestion et optimisation des tournées de vidange de corbeilles

155 nouvelles corbeilles de type «requin®» ont été installées en lieu et place de corbeilles demi-lunes. Toutes les corbeilles requin ont été équipées d'un dispositif de traçage (puce NFC), soit 835 corbeilles, et les futures corbeilles le seront, par défaut, à l'usine. Cet équipement permet non seulement de valider géographiquement les tournées de vidange des corbeilles, mais aussi d'établir des statistiques de taux de remplissage qui seront exploitées trimestriellement. Le scannage manuel est réalisé à chaque vidange de la corbeille, avec un scan «douchette», et les données ainsi récoltées sont téléchargées dès la dépose de «la douchette» sur son réceptacle en fin de tournée. Le contrôle du taux de remplissage ainsi que la vérification des vidanges de corbeilles «en live» permettront d'optimiser les fréquences de vidange sur l'ensemble du territoire Lausannois.

Il est envisagé de compléter le dispositif d'un module «œil requin», capable de transmettre en temps réel le taux de remplissage de chaque corbeille dès que la Ville sera équipée d'un réseau Wifi généralisé.

Groupe propreté des espaces publics (GPEP)

Le GPEP a effectué 3'895 heures de missions de contrôles contre la lutte du littering et la surveillance des corbeilles de rue. Durant les deux mois d'été, il a effectué 377 heures de surveillance sur les espaces publics lausannois en coordination avec SPADOM.

La loi sur les amendes d'ordre communales concernant le littering (art. 17 bis du règlement général de police) a permis de sanctionner 1'698 infractions, à savoir 1'312 pour abandon de déchets au sol (dont 1'274 mégots), 4 pour mélange de déchets, 219 pour abandon de déchets de manière non conforme, 127 pour avoir craché par terre, 26 pour déjections canines et 10 pour mictions. S'agissant de l'affichage sauvage, les agentes et agents ont établi 14 rapports pour infraction au règlement communal sur les procédés de réclame. Enfin, le GPEP a dénoncé 27 infractions pour nourrissage de pigeons et salissures du domaine public à la préfecture pour contravention à la loi sur la faune.

Centre intercommunal de gestion des déchets

Collecte en porte à porte (en tonnes)

Tonnes collectées par type de déchet	2012 (avant RGD*)	2020	2021	Écart 2021/2020	Écart 2021/2020 (%)
Ordures ménagères	42'768.26	22'780	23'190	-80	-0.35%
Papier-carton	12'812.66	10'260	10'464	-40	-0.39%
Biodéchets	4'560.06	7'660	7'767	+180	+2.35%
Verre	6'756.15	6'200	6'120	-150	-2.41%
Total	66'897.13	46'900	47'541	-90	-0.19%

*règlement communal sur la gestion des déchets

Les tournées de collecte en porte à porte se sont poursuivies sans interruption, malgré la crise sanitaire. Les tonnages globaux 2021 sont stables par rapport à ceux de 2020, la diminution des déchets liés aux événements publics annulés (sportifs, festifs, musicaux, etc.) étant compensée par une augmentation en rapport de déchets provenant des ménages et des activités commerciales. Les ordures ménagères et papier-carton tendent vers les mêmes résultats annuels. Les tonnages du verre ont baissé de 150 tonnes, soit une diminution de 2.4% alors que les biodéchets (crus et cuits) sont en progression de 2,3% (180 tonnes). Le taux de non-conformité des déchets en sacs blancs est identique à 2020, soit 1.81%, et largement en-dessous du taux maximum de 3% fixé dans le concept régional du sac taxé.

Autres prestations de collecte

La collecte des lavures (restes de repas des restaurants et cantines) a été marquée par une nette amélioration de la prestation, car la tournée est désormais effectuée avec un nouveau véhicule de la dernière génération, unique en Suisse romande; il permet de collecter non seulement les lavures, mais aussi de laver les conteneurs et de les rendre en parfait état aux restaurateurs. De plus, 550 conteneurs neufs ont été mis à disposition.

Les tonnes collectées (912 tonnes) sont inférieures de 10% par rapport à 2020, une baisse qui s'explique par la fermeture prolongée des restaurants à la suite de la pandémie, mais également pour moitié par la perte d'un client, l'École Hôtelière de Lausanne.

Les quantités d'huiles végétales et de déchets médicaux collectées sont stables avec 43 tonnes, respectivement 242 tonnes.

Les besoins des manifestations en gestion des déchets ont doublé par rapport à 2020 et les prestations de collecte ont pu répondre à cette demande. Le personnel a su faire face à un 2^e semestre très chargé suite au report des manifestations sur cette période, bien que le nombre d'événements reste inférieur à 2019 (120 en 2021 contre 200 en 2019).

Déchèteries fixes et mobiles

Les travaux de rénovation de la déchèterie de la Perraudettaz ont impliqué une fermeture de trois semaines durant le mois de mars et ont permis d'apaiser les problèmes de cohabitation «véhicules/piétons». Le sens de circulation a été modifié, un accès piétonnier créé et cinq places de parc délimitées. La déchèterie enregistre une hausse du nombre de passages.

Les cinq déchèteries fixes dénombrent 211'859 passages, soit une hausse de 18%. La fréquentation du réseau des 29 déchèteries mobiles dans les quartiers lausannois représente 45'568 passages, soit une augmentation de 21% par rapport à 2020.

Evolution des prix des matières valorisées

L'année 2021 a connu une envolée de la valeur des matières premières, contrairement à 2020 où la volatilité des prix avait péjoré les recettes du CID. Les cours des déchets recyclables tels que le papier, le carton, le polystyrène et les métaux ferreux ont évolué favorablement, notamment durant le 2^e semestre.

Electrification de la flotte de véhicules

Le service a commandé deux nouveaux camions de collecte 100% électrifiés, portant ainsi à trois le nombre de véhicules de ce type, et reste attentif à l'évolution de ce marché très spécifique.

Groupe propreté et gestion des déchets (GPGD)

S'agissant de l'équipement des immeubles en conteneurs à déchets, le GPGD travaille en étroite collaboration avec le Bureau des permis de construire (BPC): 461 dossiers ont été traités et 174 visites in situ effectuées. Des injonctions de mise en conformité de l'équipement ou de sa bonne gestion ont été adressées aux gérances et propriétaires en situation de non-conformité.

En application du règlement sur la gestion de déchets de la commune de Lausanne (RGD), le GPGD a examiné 2'906 sacs non-conformes représentant un poids total de 25'310 kg, établi 298 dénonciations auprès de la Commission de police et émis 3 avertissements concernant des nouveaux résidents. Sur les 298 dénonciations, 184 concernent des soustractions à la taxe au sac et 114 des dépôts de déchets non-conformes sur le domaine public.

La loi sur les amendes d'ordre communales relative à des cas de flagrants délits (article 17 bis du règlement général de police) a permis de sanctionner 71 infractions, à savoir 62 pour abandon de déchets au sol (dont 9 mégots), 4 pour crachat, 2 pour non-respect du tri et 3 pour mictions.

UVTD TRIDEL – Mandat d'exploitation de l'usine

L'usine TRIDEL S.A. a traité plus de 188'000 tonnes de déchets, soit un record supérieur d'environ 4% par rapport aux volumes de 180'000 tonnes valorisés chacune des cinq dernières années. TRIDEL S.A. a pris en charge durant l'année écoulée des déchets du pays de Gex pendant environ six mois dans le cadre d'une collaboration mutuelle transfrontalière, pour un total de 9'500 tonnes environ. Cette quantité importante explique le record mentionné plus haut.

Les quantités acheminées par train en 2021 depuis les différentes gares réparties dans les périmètres de gestion sont en augmentation, soit environ 88'000 tonnes, une hausse qui s'explique principalement par l'augmentation des tonnages transportés par train depuis le périmètre SADEC. Ce volume a été partiellement livré à d'autres usines pendant les révisions et ce sont finalement quelque 82'000 tonnes qui ont été livrées en bennes à TRIDEL S.A. en 2021. L'entretien des bennes s'est poursuivi, avec 237 bennes nettoyées et contrôlées (240 en 2020).

La valorisation du bois de forêt s'est poursuivie en 2021, en collaboration avec différents services de la Ville (parcs et domaines, Services industriels, routes et mobilité) et les quantités valorisées sont stables, environ 2'450 tonnes de plaquettes contre 2'300 en 2020. TRIDEL S.A. ne dispose plus de capacité suffisante pour traiter ces matières, qui devront être valorisées dans des chaufferies industrielles; la collaboration prendra fin en 2022, le solde à traiter se montant à quelque 1'250 tonnes.

Les révisions des lignes d'incinération ont été planifiées, avec un tournus sur cinq semaines, du 17 mai au 21 juin, ce qui a permis de constituer un stock de quelque 4'500 tonnes de déchets mis en balles, en collaboration avec le périmètre VALORSA sur le site de Penthaz. Ce stock a déjà été utilisé en partie à la fin de l'année 2021 et le solde sera valorisé durant les premiers mois de 2022, ce qui permettra d'assurer un fonctionnement à pleine charge des lignes ainsi qu'une production d'énergie thermique maximale.

La mise en place d'une unité de filtration de l'air primaire pour les deux lignes de traitement et le remplacement, dans l'intervalle, des préchauffeurs d'air primaire sur les deux lignes ainsi que des tubes du surchauffeur n°3 de la ligne 1, a permis d'atteindre l'un des objectifs majeurs de 2021. Les contrôles effectués par l'ASIT (Association Suisse d'Inspection Technique) se sont concentrés sur la chaudière de la ligne 1.

La quantité d'énergie thermique vendue aux Services industriels est en hausse par rapport à 2020 en raison des quantités importantes de déchets traités, soit 311 GWh d'énergie thermique contre 294 GWh, ce qui correspond à l'équivalent de la consommation de chaleur de plus de 25'000 ménages. Les installations de production d'énergies ont très bien fonctionné durant toute l'année et le nombre d'heures de fonctionnement de la production d'énergie thermique est stable (8'508 heures en 2020 contre 8'547 en 2020) alors que la disponibilité reste très élevée.

La turbine, révisée en 2020, a bien fonctionné durant toute l'année. La quantité d'énergie électrique vendue aux Services industriels atteint un record en 2021, avec plus de 76 GWh vendus contre 56 GWh en 2020 (suite à l'arrêt prolongé de la machine pour révision en 2020). Les heures de fonctionnement sont en hausse (8'376 heures en 2021 contre 6'271 en 2020). Le rendement énergétique moyen remonte à 61% (59% en 2020) et reste l'un des plus élevés de Suisse.

Gedrel S.A.

La direction du service assure la gestion administrative de la société Gedrel S.A., périmètre de gestion des déchets qui compte douze communes actionnaires, dont la Ville de Lausanne. Les travaux de secrétariat ont représenté 282.5 heures (251.5 en 2020), intégralement facturées à la société. La gestion comptable a été assurée par la comptabilité de direction, laquelle facture directement ses prestations à Gedrel S.A. Les appels auprès d'info-déchets (N° d'appel gratuit 0800 804 806, relié au CID) ont retrouvé la moyenne habituelle après le record de 2020, passant de 11'978 en 2020 à 7'727 en 2021.

Deux représentants du service participent aux séances de la cellule financière afin de consolider les tonnages collectés par chaque commune et de gérer la rétrocession des montants encaissés générés par la vente des sacs taxés. Les communes du périmètre ont toutes adhéré au concept harmonisé de la taxe au sac.

Cette année, Gedrel S.A. a renouvelé son soutien au Lausanne Hockey Club et au Lausanne-Sports.

Les actions de sensibilisation organisées dans les classes des écoles hors Lausanne étant gérées par la Coopérative COSEDEC depuis 2017, la brochure de sensibilisation s'adresse uniquement aux élèves lausannoises et lausannois: 83 classes ont ainsi bénéficié de ces animations en 2021. Les visites de l'usine TRIDEL S.A. n'ont quant à elles pas pu avoir lieu durant l'année scolaire 2020-2021 en raison de la pandémie. Dans l'intervalle, une nouvelle forme d'outils didactiques a été conçue avec la collaboration d'une graphiste, avec la mise en place d'écrans interactifs qui présentent des schémas animés permettant de visualiser les différents traitements liés à la valorisation énergétique par le biais de la production d'eau surchauffée et d'électricité.

Le Conseil d'administration, renouvelé suite à la nouvelle législature, accueille trois nouveaux membres et est dorénavant constitué comme suit:

- M^{me} Florence Germond, présidente
- M. Marc Zolliker, vice-président, de Pully
- M. Pierre-Antoine Hildbrand, de Lausanne
- M. Etienne Blanc, de Lutry
- M. Pierre Valet, d'Etagnières
- M. Roland Perrin, d'Epalinges
- M. Jean-François Thuillard, de Froideville

Service achat et logistique ville (SALV)

Principales missions du service

Direction/Administration

- direction du service et gestion du personnel des trois sites (Malley, Vigie et Boussens);
- développement d'une politique d'achat responsable, durable et économique pour la Ville;
- présidence de la Commission d'achat Ville (CAV);
- coordination des projets;
- gestion du plan mobilité Lausanne (PML).

Plan de mobilité Lausanne (PML)

- responsable de la bonne application du règlement PML dans les services;
- renseignements, informations relatives aux bonnes pratiques en matière de mobilité douce (déplacements pendulaires et professionnels);
- négociation et suivi de la bonne exécution des contrats commerciaux avec les CFF, Mobilis, tl, Mobility, Europcar, concessionnaire e-bike;
- conseil aux services en matière d'acquisitions de vélos électriques, subventions pour transports publics;
- validation des demandes d'autorisation de location de places de parc communales.

Achat et approvisionnement

- achats de matériel pour les réseaux électricité, eau, gaz, chauffage à distance et multimédia;
- achats de matériels divers pour tous les services de la Ville (matériel CAV);
- gestion de l'approvisionnement des services au travers de la plateforme LausaShop;
- coordination de l'achat des véhicules à l'usage des services.

Assurances choses et patrimoine

- gestion et suivi des contrats pour l'ensemble des services de la Ville;
- traitement des annonces de sinistres/ouverture de dossiers;
- soutien technique et juridique/instruction des dossiers;
- contacts et pourparlers avec les assureurs;
- constat/établissement de rapport;
- calculs de dommages et demandes de prétentions pour le compte des services;
- négociation et entretien avec les partenaires internes ou externes;
- défense des intérêts de la ville et vérification de la justification de l'indemnité des assureurs.

Magasin et stock

- réception et stockage des marchandises sur les sites de Malley et de BousSENS;
- gestion de stocks de maintenance pour les réseaux anciens;
- préparation des marchandises en fonction des commandes des services et des chantiers;
- Transport et gestion des données;
- livraison, sur chantier, du matériel de réseau;
- livraison, auprès de tous les services de la Ville, des marchandises commandées sur la plateforme centralisée;
- gestion du garde-meubles communal;
- prestations diverses de déménagement, transport et manutention pour l'ensemble de la Ville;
- formation des conductrices et conducteurs d'élévateurs pour toute l'administration;
- administration et développement de la plateforme informatique de commande LausaShop;
- gestion des projets informatiques du service et de la CAV;
- facturation des marchandises commandées aux services communaux.

Garage et conciergerie

- entretien du parc des véhicules et engins des Services industriels et du Service de l'eau;
- gestion d'un pool de véhicules de remplacement à disposition des services;
- participation partielle au processus d'achat des véhicules légers de toute la Ville;
- entretien des bâtiments, locaux et installations techniques (sites de Malley et BousSENS).

Effectif du personnel**Plan des postes**

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Achats & approvisionnement	7.90	7.90	7.90	7.90
Assurances choses & patrimoine	2.00	1.00	1.00	1.00
Direction (SALV)	5.70	5.70	7.00	5.70
Entretien véhicules & bâtiment	8.63	8.63	8.63	8.63
Magasin	6.00	6.00	6.00	5.50
Transport et gestion de données	10.00	10.00	10.00	10.00
Total service	40.23	39.23	40.53	38.73

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021
Total service	0.30

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Unité administrative	31 décembre 2020		31 décembre 2021	
	nb	ept	nb	ept
Achats & approvisionnement	8	7.90	8	7.90
Assurances choses & patrimoine	1	1.00	1	1.00
Direction (SALV)	7	5.70	7	5.70
Entretien véhicules & bâtiment	10	8.63	10	8.63
Magasin	6	6.00	6	5.50
Transport et gestion données	10	10.00	10	10.00
Total service	42	39.23	42	38.73

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

Unité administrative	31 décembre 2020	31 décembre 2021
	nb	nb
Entretien véhicules & bâtiment	2	2
Magasin	6	8
Total service	8	10

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Nombre de mouvement(s)	mouvements 2021	
	fin(s) d'emploi	embauche(s)
	-	-
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)
	-	-
Total service	0	0

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	-
Décès	-
Démission	-
Départ à la retraite	-
Fin de contrat	-
Licenciement juste motif ordinaire	-
Licenciement suppression poste	-
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	-
Licenciement invalidité totale	-
Total service	0

Auxiliaires

	nombre de contrats	ept
Auxiliaires payé-e-s à l'heure	-	-
Auxiliaires mensualisé-e-s	3	1.50
Auxiliaires payé-e-s au forfait	-	*
Total service	3	1.50

* information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

En 2021, année toujours fortement marquée par la crise du Covid et ses effets notables en termes d'approvisionnement en produits de protection individuelle, le SALV a pu reprendre une activité plus normalisée qu'en 2020, du fait notamment de la reprise ou du lancement de chantiers notables pour les services réseaux et techniques avec notamment:

- le lancement du premier pool de véhicules partagés au sein de l'administration communale;
- la préparation d'un projet d'économie circulaire;
- le lancement d'un ambitieux projet «Synergies», qui vise à optimiser les activités logistiques et d'ateliers au sein de l'ensemble de l'administration communale.

La mise en route du Plan climat Lausanne constitue un évènement majeur pour le SALV, vu que le service est directement concerné par les mesures liées à la mobilité interne (transition énergétique du parc de véhicules de l'administration communale, adaptation des règlements liés au stationnement et aux déplacements), à la consommation (économie circulaire) et par la logistique, éléments qui font partie de ses compétences métiers.

Principales activités 2021

Direction/administration

Fruit d'une collaboration avec les services détenteurs de véhicules légers, le premier pool de véhicules partagés au sein de l'administration se veut une alternative durable et complémentaire à des solutions d'auto-partage privé et/ou à l'utilisation systématique et propre à chaque service de ses véhicules; il est composé d'une quarantaine de véhicules, accessibles sur 3 sites et ouvert à l'ensemble du personnel de l'administration communale. Lancé en mars 2021, les dix premiers mois d'utilisation ont été un franc succès, avec une moyenne de 300 réservations par mois et le pool a ainsi permis de mutualiser des voitures et utilitaires et de procéder aux premières suppressions de véhicules.

Il a été procédé à la préparation d'un projet d'économie circulaire, à savoir, la gestion par le SALV du mobilier de bureau (tables, chaises, armoires, ...) pour la quasi-totalité des services, qui comprend la mise à disposition et la récupération de mobilier d'occasion pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2022: mesure écologique et économique en droite ligne des objectifs du Plan Climat Lausanne.

La première étape du projet «Synergies» a permis de rattacher au SALV des activités transports, garage, prestations techniques, matériel pour manifestations, refuges de Sauvabelin, magasins et services généraux des Ateliers et Magasins de la Ville (AMV), activités pilotées jusqu'ici par le service des routes et de la mobilité. Ce rattachement, effectif pour l'essentiel des équipes (transports et garage) depuis le 1^{er} octobre 2021, sera finalisé au 1^{er} janvier 2022. Quelque 58 collaboratrices et collaborateurs sont concernés par ce transfert, pour 56.2 EPT. Le SALV opérera donc désormais sur 4 sites, dont il assurera la gestion complète: Malley, Vallon 27, la Vigie (garage véhicules légers) et Bousens.

Outre la coordination de projets précités, il convient de relever le maintien d'une politique d'apprentissage toujours plus ambitieuse, avec désormais 10 apprenties et apprentis en formation, soit 2 de plus qu'en 2020, l'accueil régulier de personnes en reconversion et la participation au projet LIFT, qui vise à faire découvrir à des collégiennes et collégiens le monde du travail, une demi-journée par semaine.

Plan de mobilité Lausanne

Depuis la crise sanitaire de 2020, les déplacements pendulaires et professionnels tendent vers plus de mobilité douce avec l'essor de la demande de subvention Kit-vélo (64 contre 50 en 2020 et les 10 dernières années) et d'acquisition de vélos électriques pour les services de la Ville (12 contre 6 en moyenne les années précédentes).

On observe en outre toujours une nette diminution des déplacements professionnels en véhicules Mobility et Europcar (succès du pool Ville en place depuis mars 2021) et en transports publics (CFF-tl) tant professionnels que pendulaires du fait de l'instauration des visioconférences et du télétravail.

Achat et approvisionnement

Les différentes actions menées ont permis de continuer à contribuer activement à l'amélioration du bilan écologique de la Ville en favorisant une politique d'achats durables ambitieuse et conforme aux objectifs généraux dans le cadre des appels d'offre gérés par le SALV, tout en maîtrisant les coûts et en assurant les approvisionnements dans une période inflationnaire difficile. La mise en œuvre de projets favorisant notamment l'économie circulaire a contribué à la recherche continue d'une politique d'achats qui vise des gains économiques et environnementaux.

Principales réalisations en 2021:

- acquisition de 12 véhicules légers et utilitaires (dont 11 véhicules 100% électriques et un hybride) pour un montant de CHF 625'854.- TTC (sur l'appel d'offres groupé, 1 sur invitation, 2 en gré à gré);
- autres véhicules:
 - marché ouvert pour des véhicules de police;
 - appel d'offre pour un camion déménagement, futur 1^{er} poids lourd 100% électrique de l'administration communale (hors bennes à ordures ménagères);
 - accompagnement pour l'acquisition d'une camionnette grue;
 - 3 véhicules légers électriques pour le projet Smart Metering;
- identification de nouveaux portefeuilles permettant de travailler sur de nouveaux potentiels de synergies;
- accompagnement de projets de la Ville, notamment sur les Axes Forts (début de réalisation 2021), coordination et homogénéisation des méthodes de travail des réseaux, grâce à l'implication des achats projets;
- accompagnement d'appels d'offres spécifiques à certains services tels que les matériels pour les cabinets dentaires, la location d'un camion nacelle, le contrat des timbreuses, ...;
- prise en main des achats des produits en lien avec la pandémie, recherches de ressources alternatives pour éviter les pénuries et mise en place d'une stratégie d'approvisionnement, avec un suivi journalier des stocks ainsi que de l'évolution des mesures impactant les consommations en lien avec l'Etat-Major DIAM;
- travail sur l'élaboration d'un tableau de bord et définition de nouveaux indicateurs de performance;
- formalisation des processus clés liés aux achats et aux approvisionnements;
- veille active sur les directives en matière de marché public, plus spécifiquement sur l'évolution de l'Accord international de l'OMC sur les marchés publics révisé (AIMP), mise en application en 2022;
- accompagnement et coordination pour l'acquisition du projet Smart Metering.

Assurances choses et patrimoine

L'année 2021 a été marquée par la mise en place du courtage effectif dès le 1^{er} janvier 2021.

Charges sinistres pour les branches responsabilité civile:

- préjudices causés à des tiers (risque RC générale de la commune): CHF 42'869.- sur 42 cas (36 cas, CHF 44'193.01.- en 2020);
- distribution d'eau: 21* cas; préjudices causés à des tiers annoncés CHF 120'472.26.- (30 cas, CHF 371'860.- en 2019);
- nombre de sinistres enregistrés sur les véhicules à moteur: 183* cas, charge de préjudice à des tiers occasionnés avec les véhicules: CHF 124'228.- (CHF 105'096.95 en 2019 sur 218 cas);
- dommages aux véhicules et engins communaux à charge de la Ville, après déduction des prestations d'assurances ou de tiers responsable (risque casco): CHF 67'071.- (CHF 31'006.13 en 2020).

Autres branches

113* sinistres enregistrés en 2021 pour un préjudice total de CHF 247'331.89, contre 115 sinistres en 2020 pour un préjudice total de CHF 1'243'415.15, qui se déclinent comme suit et ne concernent aucun événement majeur:

- dommages à la propriété: 82* cas; solde à charge Ville après déduction des remboursements de tiers responsable: CHF 41'830.89;
- incendie et éléments naturels: 8 cas; (dommages devisés à CHF 170'000.- en l'état sur les cas en suspens);
- dégâts d'eau bâtiment: 14* cas (CHF 26'895.-);
- matériel IT & technique: 4* cas (CHF 2'111.-);
- musées: 2* cas (CHF 495.-);
- chantiers: 3 cas* (devisés à env. CHF 6'000.-).

* Etat au 15.11.2021.

Logistique et finances

Garage

Le service a mis en place le pool véhicules, géré par le garage des véhicules légers et réparti sur 3 sites: Malley, Vigie-rue de Genève et Pierre-de-Plan. Un programme informatique a été spécialement développé par le service et le SOI via Sharepoint pour réserver les véhicules.

Transport et gestion des données

- reprise et stockage dans les dépôts du SALV d'équipement de bureau de très bonne qualité;
- mise en route de «Epackweb», programme de gestion et de distribution des citernes de carburant de la Ville en version Web.

